

JANVIER 2025

Revue Suisse

La revue des
Suisse-ses de l'étranger



**Les hivers blancs réchauffent le cœur,
mais ils sont de plus en plus rares**

**À Huttwil, un petit journal résiste
à la disparition du journalisme local**

**Comme un froid: le climat politique
vis-à-vis de la Cinquième Suisse se glace**

Pour l'avenir de la Cinquième Suisse



Grâce à un legs, permettez à l'Organisation des Suisses de l'étranger de soutenir et représenter les droits des Suisses-ses de l'étranger.
www.swisscommunity.link/legs

**Swiss
Community**

Organisation des Suisses
de l'étranger (OSE)



Les services consulaires

partout, facilement accessibles
depuis vos appareils mobiles



Guichet en ligne DFAE
Online-Schalter EDA
Sportello online DFAE
Online desk FDFA

www.dfae.admin.ch

Bucarest (2022)



Lisez comme sur papier.

Profitez d'une version claire et lisible de la «Revue Suisse» sur votre **tablette** ou **smartphone**. L'application pour ce faire est gratuite et sans publicité. Vous la trouverez en recherchant «Swiss Review» dans votre magasin d'applications.



Available on the
App Store

GET IT ON
Google Play

Save the Dates!

Swiss Community Days

22 août 2025 – Kursaal de Berne

23 août 2025 – Salle du Conseil national



Rejoignez-nous dans ces lieux emblématiques au cœur de la capitale suisse, pour des moments de rencontres et d'échanges autour des enjeux qui vous concernent.

**Swiss
Community**

Organisation des Suisses
de l'étranger (OSE)

Nos partenaires :

travel swi^zerland

ASN
International Insurance

CSS

swi swissinfo.ch

Banque Cantonale
de Genève

Zürcher
Kantonalbank

4 En profondeur
En Suisse, les hivers blancs fondent comme neige au soleil

9 Nouvelles
Les économies font l'objet d'un âpre débat au Parlement

10 Portrait
Le tissage en Suisse: une technique culturelle vivante

12 Politique
Le vote du peuple enterre les plans d'aménagement des autoroutes

16 Société
Une feuille de Huttwil défie la crise du journalisme local

Actualités de votre région

19 Chiffres suisses
Où il est question d'argent, d'or... et de jardins

20 Reportage
Bâle est la ville qui compte le plus de ménages solos



Photo Keystone

23 Littérature
En 1861, Johann Jakob Bachofen défendait l'émancipation des femmes

28 Cinquième Suisse
Le climat politique vis-à-vis de la «Cinquième Suisse» se refroidit

30 Nouvelles du Palais fédéral
L'action du Contrôle fédéral des finances profite aussi à la Cinquième Suisse

33 Infos de SwissCommunity
Dernière ligne droite avant l'élection du Conseil des Suisses de l'étranger

Photo de couverture: moment de plaisir dans les Alpes suisses (Weisshorn, 2653 mètres d'altitude). Photo Keystone

La neige d'aujourd'hui



On se serait cru dans un conte d'hiver étrange: dans la nuit du 21 au 22 novembre 2024, la Suisse a été recouverte en peu de temps d'une montagne de neige fraîche. Tout s'est arrêté un peu partout. À Lucerne, il est tombé 42 centimètres de neige. Le record de 1919 a ainsi été pulvérisé. À Berne, le trafic a été paralysé à un tel point que des petits malins ont décidé de faire du snowboard entre la gare principale et le quartier de Monbijou, situé un peu en contrebas. Du point de vue des adeptes de la glisse, les conditions étaient idéales: neige fraîche, piste impeccable.

Cette neige précoce et très abondante a réveillé le souvenir du temps jadis, des hivers qui étaient et qui ne sont plus. Mais le voyage dans le temps n'a pas duré longtemps, car l'or blanc a rapidement fondu. Le début de l'hiver a finalement repris l'apparence qu'on lui connaît désormais en plaine: d'innies nuances de gris pluie et de vert mouillé.

Cet immense contraste vient souligner le constat suivant: l'hiver est en pleine mutation. L'image de carte postale d'une Suisse recouverte d'un blanc manteau appartient de plus en plus au passé, ou se transforme en décor maquillé par la neige artificielle. La situation des domaines skiabiles rend cette mutation particulièrement palpable: un grand nombre de remontées mécaniques situées à plus ou moins basse altitude ont dû définitivement tirer la prise ces dernières années. Les hivers sont tout simplement devenus en moyenne trop chauds. Le ski n'est plus ce sport populaire que tout le monde ou presque pouvait pratiquer non loin de chez soi. C'est ce que montre notre dossier «En profondeur» (page 4).

Malgré la douceur des températures hivernales, certains éprouvent comme un froid. En décembre, le Parlement suisse a adopté un paquet d'économies radicales (page 9). Les conséquences sont lourdes, surtout pour les plus vulnérables: la Suisse baisse massivement ses dépenses pour l'aide au développement. Un vent froid souffle également en direction des Suisses de l'étranger, du moins de ceux qui ont des attentes concrètes vis-à-vis de la Suisse. Le Parlement a en effet décidé de réduire aussi les prestations en faveur de la Cinquième Suisse. Notre sondage au Palais fédéral montre que cette dernière fait actuellement l'objet d'un certain désamour politique. Vous trouverez notre «bulletin météo» à ce sujet en page 28. Et votre avis sera le bienvenu.

MARC LETTAU, RÉDACTEUR EN CHEF

La «Revue Suisse», magazine d'information de la Cinquième Suisse, est éditée par l'Organisation des Suisses de l'étranger.





Les hivers blancs se raréfient

La Suisse colle de moins en moins à son image de carte postale aux paysages enneigés. Pour profiter de la neige ou faire du ski, il faut désormais souvent gagner les stations alpines d'altitude. Le ski, sport populaire helvétique par excellence, n'est pas menacé de disparition, mais devient un loisir de luxe.

THEODORA PETER

Les téléskis de proximité existent encore, mais plus pour longtemps. À Langenbruck, par exemple, commune la plus haute du canton de Bâle-Campagne culminant à 700 mètres d'altitude, le téléski du village risque d'être démonté, 73 ans après son inauguration. Il y a longtemps que l'or blanc se fait rare à cette altitude: l'installation, qui grimpe à 900 mètres, est restée fermée durant les deux hivers passés.

Ici, d'innombrables enfants et adolescents ont chaussé les lattes pour la toute première fois. Parmi eux, Peter Hammer, architecte et gérant du téléski, aujourd'hui âgé de 74 ans. Son père faisait partie des fondateurs du remonte-pente ouvert en 1952, le premier du nord-ouest de la Suisse. Enfant



déjà, Peter Hammer donnait un coup de main au téléski pendant ses loisirs, un engagement auquel il est resté fidèle jusqu'à ce jour: «Mon moteur, c'est de voir la joie des gens.»

Jusque dans les années 1980, le ski était en plein essor à Langenbruck, qui n'est située qu'à un trentaine de kilomètres à vol d'oiseau de la ville de Bâle. À l'époque, la neige n'était pas encore une denrée rare, d'autant plus qu'un

Pour skier jusque dans la vallée, la neige artificielle est souvent devenue indispensable. Ci-dessus, la descente vers Flims (1000 m d'altitude) dans les Grisons à Noël 2022.

Photo Keystone

Le téléski géré par Peter Hammer à Langenbruck est sur le point de fermer ses portes. Quand il a été inauguré, en 1952 (à droite), la neige n'était pas encore une denrée rare.

Photo Volksstimme Sissach, Keystone



canon à neige avait été installé en 1978. On skiait aussi la nuit, sur des pistes éclairées: ainsi, les amateurs de sports d'hiver de toute la région pouvaient s'adonner à leur hobby après le travail. Mais au début des années 1990, les hivers doux et sans neige ont commencé à se multiplier. «On ne parlait pas encore vraiment de changement climatique, mais on sentait bien qu'il se passait quelque chose», raconte Peter Hammer à la «Revue Suisse».

230 téléskis ont tiré la prise

Depuis, le nombre de jours d'ouverture des pistes n'a cessé de fondre, «de vingt à zéro». Le gérant espère quand même que cette dernière saison sera bonne. S'il ne trouve aucun acheteur, le téléski s'arrêtera définitivement au printemps 2025. Ce qui fait le plus de peine à Peter Hammer, c'est que «l'installation est encore en bon état». Le permis d'exploiter court jusqu'en 2031. Le gérant jette un regard nostalgique sur ces dernières décennies en songeant «qu'ici, des familles entières et plusieurs générations ont grandi avec le ski».

Langenbruck n'est pas la seule station de sports d'hiver à devoir capituler, loin de là. Une multitude d'autres stations ont déjà connu le même sort.

Depuis le milieu du XIXe siècle, les hivers se sont réchauffés de 2,4 degrés en Suisse. D'ici 2050, les températures pourraient encore augmenter d'un degré. La pénurie de neige se fera alors ressentir jusqu'à une altitude de 1500 mètres.

Sur les 545 domaines skiables et remontées mécaniques de moyenne montagne que comptait la Suisse, 230 ont disparu, soit près de 40 %. D'après une étude de l'université technique de Dortmund, la mort des remonte-pentes est due à l'absence de neige, mais aussi à l'intérêt décroissant des gens pour les sports d'hiver et à une rentabilité en berne. Tous les domaines skiables abandonnés n'ont pas été démontés: à plusieurs endroits, des pylônes rouillés, des cabines décaties ou des restaurants en ruine témoignent de ces paradis du ski perdus. Leurs anciens gé-



Le mythe de la «nation du ski»

«Alles fährt Ski...alles fährt Ski...Ski fährt die ganze Nation» [«Tout le monde skie, tout le monde skie... Toute la nation fait du ski]: ce tube de 1963 de Vico Torriani fait partie de la bande-son du boom du ski, qui a atteint son apogée dans les années 1960 et 1970. L'offre de téléskis, notamment dans les régions de basse altitude, a largement contribué à la popularité du ski en Suisse. À l'époque, tout le monde avait un remonte-pente près de chez soi, et presque chaque écolier allait régulièrement en camp de ski.

Le mythe de la Suisse «nation du ski» a aussi été façonné par «les jours dorés de Sapporo», autrement dit, les Jeux olympiques d'hiver de 1972 au Japon, lors desquels la délégation suisse a gagné dix médailles, dont celles, inoubliables, remportées par les doubles vainqueurs en descente, Bernhard Russi et Roland Collombin, et les deux médailles d'or de Marie-Theres Nadig.

«Un peuple capable de se défendre grâce aux sports d'hiver»

En Suisse, ce sont d'abord les alpinistes qui ont découvert le ski pour leurs randonnées, comme l'écrit l'historien du sport Simon Engel dans un blog du Musée national suisse. Le premier club de ski a été fondé en 1893 à Glaris, et la Fédération suisse de ski a vu le jour en 1904. Au début, le ski était surtout une activité de loisir pour les touristes fortunés. Des Britanniques de la classe supérieure, férus de sport, s'élançaient sur les pentes sur le principe du «downhill only».

La consécration du ski au rang de sport national doit être mise en lien, selon l'historien, avec les deux guerres mondiales, qui ont mis fin au tourisme international. Pour attirer



Souvenir des «jours dorés de Sapporo»: les champions olympiques suisses de descente Bernhard Russi (n° 4, médaille d'or) et Roland Collombin (n° 11, médaille d'argent) sur les épaules de leurs supporters aux JO d'hiver de 1972. Photo Keystone

davantage de Suisses sur les pistes, des fonds publics ont été investis dans le sauvetage d'hôtels et de remontées mécaniques, mais aussi dans des rabais sur les forfaits et les cours dans les écoles de ski. À partir des années 1940, certains cantons ont introduit les vacances d'hiver annuelles, qui devaient être mises à profit pour aller skier.

L'armée a elle aussi soutenu ce projet national. Ainsi, pendant la Seconde Guerre mondiale, le général Guisan avec le slogan: «Une jeunesse saine. Un peuple capable de se défendre grâce aux sports d'hiver», faisait des montagnes et de la pratique du ski le terrain idéal pour cultiver les forces physiques et morales nécessaires à la défense du pays. Cette action de propagande concertée atteignit son objectif, attirant les clients du Plateau dans les stations de sports d'hiver. (TP)

Vers le blog du Musée national: www.revue.link/skier

rants ont fait faillite et laissé derrière eux non seulement des dettes, mais aussi des décombres dans la nature.

Des hivers toujours plus chauds

Pour les stations de sports d'hiver situées plus en altitude aussi, la hausse des températures deviendra un problème majeur à moyen terme. Manda-

tés par le secteur des remontées mécaniques et Suisse Tourisme, des climatologues de l'EPFZ ont établi des prévisions allant jusqu'à 2050. Il apparaît que la pénurie de neige s'aggravera dans tous les domaines skiables situés au-dessous de 1500 mètres. Depuis le début des mesures, en 1864, les hivers se sont réchauffés de 2,4 degrés en Suisse, constate le climato-

logue de l'EPFZ Reto Knutti: «D'ici 2050, nous prévoyons encore une hausse d'un degré Celsius par rapport à aujourd'hui.» Selon l'évolution des émissions de CO₂, ce chiffre variera d'un ou de plusieurs dixièmes de degré, avec des effets plus ou moins prononcés.

Si les températures hivernales augmentent d'un degré, comme prévu, l'isotherme du zéro degré s'élèvera elle aussi et ce, de 300 mètres. L'isotherme du zéro degré est un indicateur important pour le tourisme hivernal: elle montre à partir de quelle altitude la pluie se transforme en neige. Depuis les années 1960, cette limite s'est déjà élevée de 300 à 400 mètres, avec des conséquences fatales pour les téléskis de moyenne montagne.

D'après le climatologue, la marge de manœuvre des domaines skiables dont les remontées mécaniques ne montent pas à plus de 1800 mètres se réduira à l'avenir. Et même la production de neige artificielle deviendra difficile, car les canons à neige ne fonctionnent que lorsque le thermomètre affiche moins de zéro degré. Or, d'après les prévisions climatiques, le nombre de jours de gel diminuera de 10 à 30 % selon l'altitude. «En début d'hiver surtout, de la mi-novembre à la mi-décembre, il fera trop chaud pour canonner», note Reto Knutti.

Encore plus de neige artificielle

Si dans les Alpes, de nombreuses stations de sports d'hiver sont situées au-dessus du seuil critique de 1500 mètres, le changement climatique les oblige tout de même à revoir leur stratégie. Selon un sondage mené par l'Université de Saint-Gall auprès de 100 exploitants de remontées mécaniques, plus de 75% d'entre eux s'attendent à enneigement incertain et à une saison hivernale raccourcie ces 20 prochaines années. Néanmoins, la plupart d'entre eux pensent que le ski et le snowboard resteront des sports appréciés à l'avenir. Ils investissent donc encore plus d'argent dans des canons à neige performants,



L'utilisation de canons à neige n'est possible que lorsque la température descend au-dessous de 0 °C.
Photo Keystone

capables de produire de grandes quantités d'or blanc en peu de temps. Dans la mesure du possible, les pistes de ski seront déplacées «vers le haut», avec d'autres remontées mécaniques qui emmèneront les sportifs encore plus près des sommets.

Ces stratégies ont un prix: des investissements de plusieurs millions sont nécessaires. Parfois, des investisseurs étrangers prennent le relais. Ainsi, le groupe américain Vail Resorts a déjà racheté il y a deux ans la station d'Andermatt-Sedrun, entre les cantons d'Uri et des Grisons. Depuis 2024, le domaine valaisan de Crans-Montana appartient lui aussi au géant américain des sports d'hiver, qui possède plus de 40 domaines skiables dans le monde. Vail Resorts veut investir au total près de 50 millions de francs dans les infrastructures – canons à neige, remontées mécaniques et restaurants. Cela permettra d'appâter d'autres investisseurs qui, de leur côté, construiront des hôtels et des centres de vacances pour attirer les clients fortunés dans les stations de sports d'hiver.

De sport populaire à loisir de luxe

D'autres domaines skiables investissent eux aussi massivement dans leurs infrastructures. Ce qui entraîne une hausse des coûts de l'énergie, mais aussi du prix des forfaits. Selon

L'avenir du domaine skiable de Crans-Montana (VS) est assuré grâce à des investisseurs étrangers: en 2024, il a été racheté par le groupe américain Vail Resorts.
Photo Keystone

la taille de la station, une journée de ski coûte entre 40 et 90 francs pour un adulte. Plusieurs exploitants de remontées mécaniques misent sur des prix «dynamiques», qui varient selon la demande et le moment de la réservation. Dans certains lieux à la mode comme Saint-Moritz, Zermatt ou Laax – haut lieu du snowboard –, les prix peuvent s'envoler à plus de 100 francs par jour.

Une déclaration du patron des remontées mécaniques de Laax, Reto Gurtner, a fait grand bruit l'automne dernier. D'après lui, le pic des prix n'est pas encore atteint: «Dans dix ans, un forfait journalier à Laax coûtera entre 200 et 300 francs». Reto Gurtner part du principe que l'affluence dans les endroits où l'enneigement est assuré continuera d'augmenter, et qu'il y aura toujours assez de passionnés prêts à déboursier ces sommes. Sur les terrains de golf, dit-il, les joueurs sont d'ores et déjà prêts à payer jusqu'à 1000 francs par parcours.

Jürg Stettler, expert en tourisme de la Haute école de Lucerne, ne pense pas que des prix aussi exorbitants puissent

s'imposer partout. Néanmoins, il souligne que nombre de Suisses se demandent si pratiquer un sport d'hiver présente encore un intérêt. «Le ski n'est plus le sport populaire qu'il était il y a encore 40 ans», a déclaré Jürg Stettler à la radio SRF. Un tiers de la population pratique encore des sports d'hiver, mais «les personnes qui skient le font de plus en plus rarement». Pour les familles en particulier, ces activités sont en passe de devenir un luxe inabordable: une semaine de ski pour deux adultes et deux enfants peut rapidement coûter plusieurs milliers de francs.

La tradition des camps de ski en perte de vitesse

Dans les écoles aussi, l'ancien sport national a perdu en importance. Si, dans les années 1970, les camps de ski annuels faisaient encore partie du programme standard, cette tradition n'a cessé de s'effriter. Le plan d'études alémanique se contente, à ce sujet, de formuler l'objectif suivant: les enfants doivent pouvoir évoluer «sur des appareils de glisse», ce qui comprend aussi les patins à glace.

La Confédération subventionne les camps de sports d'hiver avec les fonds du programme «Jeunesse+Sport». Environ 100 000 écoliers en profitent chaque année. La branche espère attirer à nouveau davantage d'enfants et d'adolescents à la neige avec l'Initiative sports de neige, lancée en 2014. La plate-forme «GoSnow.ch» offre aux écoles et aux enseignants des camps clé en main à des prix avantageux, matériel inclus. Cet hiver, elle organisera près de 400 camps pour plus de 18 000 participants au total.

Pour Fränzi Aufdenblatten, présidente de l'Initiative et ancienne skieuse de compétition, le ski est non seulement un plaisir, mais aussi un «bien culturel suisse». Pour elle, il est inimaginable que les enfants qui grandissent en Suisse ne se frottent pas, au moins une fois dans leur vie, à un sport d'hiver: «Ce serait comme vivre à Hawaï sans jamais monter sur une planche de surf.»



Laurent Debrot



Dans «Le Petit Prince», un homme allume et éteint des réverbères à chaque minute de la journée. Éclairer toutes les rues d'un pays, est-ce aussi absurde? C'est l'avis du Neuchâtelais Laurent Debrot, qui a fait de la nuit sa mission. Cet ancien agriculteur bio, aujourd'hui à la retraite, a ancré son combat dans sa commune du Val-de-Ruz. Celle-ci a éteint progressivement l'éclairage public de ses villages de minuit à 4h45, devenant ainsi la plus grande commune de Suisse à rendre la nuit noire. Ce mouvement, bénéfique pour la faune et l'humain, permet à la nuit de retrouver sa splendeur. Il a fait florès. Depuis 2022, les autres communes neuchâtelaises pratiquent aussi l'extinction de l'éclairage public dès minuit. Laurent Debrot aime l'action. En 2017, il était allé mesurer l'intensité lumineuse sur un passage pour piétons situé devant le Service cantonal des automobiles, à Malvilliers. «Sachant qu'il n'est quasiment jamais utilisé la journée et que les bureaux ferment en fin d'après-midi, on se demande à quoi peuvent bien servir ces lampadaires», avait déclaré l'ancien député écologiste. Dans le Val-de-Ruz, l'homme se baladait avec des journalistes, regrettant que les passages piétons soient exclus de la nouvelle politique nocturne. «Ça casse l'ambiance.» Cette question a été tranchée. Au Locle par exemple, tout est éteint, passages cloutés compris. Un bon point pour Laurent Debrot, car «il n'est pas impossible, selon lui, que l'éclairage des passages piétons entraîne des comportements mettant en danger la vie des usagers». Cet activiste de la nuit noire vient de mener un sondage auprès des habitants du Locle, justement, au sujet de l'extinction de l'éclairage public dans les rues. «Les réponses sont positives», se réjouit-il.

STÉPHANE HERZOG

L'âge de la retraite des femmes est définitivement relevé

La messe est dite: dès cette année, l'âge de la retraite des femmes en Suisse sera progressivement relevé de 64 à 65 ans. Le peuple en avait décidé ainsi il y a deux ans déjà, acceptant de justesse une réforme complète de l'AVS qui englobait, entre autres, ce report de l'âge de la retraite. Seulement, le Conseil fédéral avait quelque peu noirci la situation financière de l'AVS avant la votation, et les chiffres de ses prévisions étaient erronés. Ainsi, les Vert-e-s et les femmes du PS avaient porté le cas devant le Tribunal fédéral (TF) pour exiger l'annulation du résultat du scrutin. Le 12 décembre 2024, le TF les a déboutés. Il a critiqué l'erreur des autorités, mais a estimé qu'une annulation sape-rait la sécurité juridique.

(MUL)

Zurich peut continuer à écrire «Zürcher*innen»

Le langage prend-il en considération tous les sexes? La question est particulièrement controversée en Suisse alémanique. L'astérisque inclusif, tel qu'utilisé, par exemple, dans le mot «Zürcher*innen», fait l'objet de vives critiques. Cette forme est concurrencée par la solution un peu plus discrète des deux points, qu'utilise parfois, depuis quatre ans, la «Revue Suisse» dans sa version allemande (comme dans le mot «Schweizer:innen»). En revanche, le «l intérieur» placé au milieu des mots (comme dans «AusländerInnen»), qui était très répandu depuis quelques années, s'est raréfié. C'est la raison pour laquelle en 2022, les autorités de la ville de Zurich ont délaissé le «l intérieur» pour l'astérisque inclusif. Mais une initiative populaire a voulu leur interdire d'utiliser cet astérisque dans leurs textes et leurs documents. Le 27 novembre 2024, le peuple a clairement rejeté cette initiative. Les autorités zurichoises pourront donc continuer de s'adresser aux «Zürcher*innen». Cette votation est la première à être consacrée à l'écriture inclusive en Suisse.

(MUL)

Pas de refus de l'Eurovision 2025

Bâle accueillera bien le Concours Eurovision de la chanson en 2025, le plus grand concours musical au monde. L'Union démocratique fédérale (UDF), petit parti conservateur de droite, a voulu interdire l'Eurovision par la voie d'un référendum, estimant que l'événement ressemble parfois à un freak show sataniste, est immoral et horriblement cher de surcroît. Bâle devra dépenser 35 millions de francs pour l'organiser. Mais les Bâlois ne partagent pas les craintes de l'UDF. Le 24 novembre, le référendum du parti a très clairement échoué dans les urnes. Voir aussi: www.revue.link/escbasel

(MUL)

Oppositions contre le 30 km/h

Notre édition en ligne vous apporte une valeur ajoutée journalistique. Vous y découvrirez, par exemple, l'enquête que nous avons réalisée pour comprendre pourquoi la limitation de la vitesse dans les villes suisses reste controversée malgré la longue expérience du pays en la matière: www.revue.link/vitesse30

(MUL)

Plus d'argent pour la défense, moins pour l'aide à l'étranger

L'armée suisse voit son budget augmenter, notamment grâce aux économies réalisées dans la coopération internationale. C'est ce qu'a décidé le Parlement lors de sa session d'hiver, après des débats houleux et de longues tergiversations.

SUSANNE WENGER

Le budget fédéral de 2025 a été fixé peu avant Noël. Il prévoit des dépenses de 86,5 milliards de francs et des recettes de 85,7 milliards. Le frein constitutionnel à l'endettement autorise le déficit attendu pour des raisons conjoncturelles. L'adoption du budget a été précédée par trois semaines de débats houleux entre les Chambres du Parlement. L'une des questions les plus disputées a été celle de savoir dans quelle mesure les coupes dans la collaboration internationale (aide au développement, contributions aux organisations multilatérales et coopération économique) devaient compenser la hausse des dépenses militaires.

Le débat a aussi tourné autour du rôle de la Suisse dans un monde marqué par l'insécurité (voir citations). L'augmentation du budget de l'armée à 1 % du PIB fait plus ou moins l'objet d'un consensus. Mais le rythme de cette



Échos du débat

«Depuis des décennies, nous envoyons des milliards de francs de recettes fiscales à l'étranger. À la chute du Mur, le Parlement a misé sur le fait que la paix serait éternelle. Cette insouciance nous rattrape à présent.»

LARS GUGGISBERG (UDC/BE)

«On ne peut pas donner à l'armée un chèque en blanc supplémentaire d'un demi-milliard de francs sans savoir pour quoi elle le dépensera.»

TAMARA FUNICIELLO (PS/BE)

«Les dividendes de la paix ont pu être mis à profit ces dernières années à l'étranger, à présent la priorité doit à nouveau être accordée aux projets de la Suisse.»

PETER SCHILLIGER (PLR/LU)

«Augmenter le budget de l'armée d'un demi-milliard en mettant en danger la tradition humanitaire de la Suisse n'est pas la bonne façon de faire.»

CORINA GREDIG (PVL/ZH)

«Pour un petit pays neutre comme la Suisse, une politique de paix globale est la meilleure politique de sécurité; la négliger n'est pas responsable.»

GERHARD ANDREY (LES VERTS/FR)

«Voyez comme la crise de l'endettement fait tache d'huile dans le monde. Les États financièrement affaiblis le sont aussi militairement. On ne saurait accorder trop d'importance au frein à l'endettement.»

BENEDIKT WÜRTH (LE CENTRE/SG)

hausse ne fait pas l'unanimité: le gouvernement vise 2035 tandis que le Parlement veut atteindre l'objectif trois ans plus tôt. C'est pourquoi, dans le budget de cette année, il a alloué à la défense du pays 530 millions de francs de plus que ce que le Conseil fédéral avait prévu, soit 6,3 milliards au total.

Des perspectives financières incertaines

La majorité bourgeoise du Conseil national voulait à l'origine réduire la coopération internationale de 250 millions de francs, soit de près de la moitié de la hausse prévue pour l'armée. Mais même Karin Keller-Sutter, l'économiste ministre des finances, a indiqué qu'une telle coupe mettrait en péril des projets d'aide au développement. Le Conseil des États a réduit cette baisse à 30 millions, mais a aussi insisté pour compenser les dépenses militaires en raison du frein à l'endettement et de perspectives financières incertaines. Finalement, les deux Chambres ont trouvé un compromis: la Suisse économisera 110 millions de francs dans la coopération internationale.

D'autres coupes sont prévues, notamment dans le personnel de la Confédération. Les appels à générer des recettes supplémentaires au lieu de se contenter d'économiser n'ont pour l'heure pas été entendus. La droite – l'UDC, le PLR et Le Centre – s'est montrée satisfaite du budget 2025, tandis que la gauche – le PS et Les Vert-e-s – l'a critiqué. La controverse politico-financière reprendra en février. Dès 2027, le pays est menacé par des déficits structurels, raison pour laquelle le gouvernement mettra en consultation un paquet d'assainissement du budget fédéral, basé sur les propositions d'un groupe d'experts.

Le Parlement insiste sur un renforcement rapide de l'armée. Ici, lors d'un exercice des forces aériennes, des avions de combat ont atterri sur l'autoroute près de Payerne (VD) le 5 juin 2024.

Foto Keystone

Isabel Bürgin, tisserande: «Les idées viennent en faisant»

Le tissage est l'une des techniques culturelles les plus anciennes du monde. En Suisse, plusieurs centaines de personnes pratiquent cet artisanat, et parmi elles Isabel Bürgin, tisserande et créatrice de tissus.

GERLIND MARTIN

Isabel Bürgin tisse depuis qu'elle a commencé sa formation en design textile et tissage à la main, en 1981. Son atelier, situé dans une cour intérieure du quartier de Klybeck, à Bâle, est lumineux, haut de plafond et possède une longue histoire: dans le temps, le grand-père et l'un des oncles de la tisserande tenaient ici une pâtisserie. La pâtisserie et le tissage sont tous deux des artisanats traditionnels, relève Isabel Bürgin. «Je poursuis l'histoire familiale.»

Abritant trois métiers à tisser, son atelier fait aussi office de bureau et de show-room. Les visiteurs peuvent y admirer tapis et couvertures colorés et foulards moelleux, les toucher et s'informer. Rester assise dans une boutique à attendre le chaland ne conviendrait pas à Isabel Bürgin. Elle doit s'activer, œuvrer, bouger. «Je ne tiens pas en place», déclare celle qui voulait devenir danseuse quand elle était jeune. Des marches quotidiennes stimulent la créatrice: «Un bruit, une association de couleurs dans la tenue d'une passante, la nature, une ambiance lumineuse: l'inspiration ne se force pas, il faut savoir l'accueillir.» Isabel Bürgin conçoit ses créations sur son métier à tisser. Elle teste des formes, évalue, rejette, modifie, essaie des couleurs et des fils. C'est ainsi que lentement, le motif émerge, qu'elle affine ensuite avec un logiciel de tissage. «Les idées viennent en faisant», explique-t-elle. «Je transpose l'artisanat en tableaux.»

Fascinant... et trop ardu

C'est dans le cours textile de l'école de design de Bâle qu'Isabel Bürgin a appris à tisser. Au début, elle ne comprenait rien au fonctionnement tech-



nique du tissage. «Cela me fascinait, mais me semblait trop ardu.» Toutefois, quand elle s'est mise à suivre des cours intensifs avec les cinq autres étudiantes de sa filière, tout a changé: elle avait désormais le temps d'approfondir les exercices. Sa capacité de représentation spatiale s'est développée, elle a appris à voir à l'intérieur du tissu. «J'ai enfin compris comment le tissu fonctionnait. Cela a été une révélation.»

Dans son travail de diplôme, Isabel Bürgin a cherché à répondre à la question suivante: qu'aimerais-je ressentir si j'étais aveugle, quelles sensations me transmettraient mes pieds au contact d'une surface? «J'ai alors tissé mon tout premier tapis, un tapis de couloir.» Elle n'imaginait pas que le tissage de tapis l'occuperait pen-

Isabel Bürgin montre l'une de ses créations: un tapis souple et volumineux en laine de mouton.

Photos Lisa Schäublin

dant 37 ans, et même sûrement plus longtemps. «C'est véritablement devenu une passion.»

Sans craindre de se tromper

En 1986, à l'âge de 24 ans, Isabel Bürgin a ouvert son propre atelier. Elle avait en poche un CFC de tisserande, un diplôme en design textile et des expériences encourageantes réalisées lors d'un stage dans l'atelier du designer Ulf Moritz à Amsterdam. La manière hollandaise de mettre spontanément en œuvre ses idées sans craindre de se tromper lui a particulièrement plu. Au début des années 1990, la jeune créatrice et femme d'affaires a remporté deux fois la bourse fédérale d'arts appliqués de l'Office fédéral de la culture. Ce qui lui a per-

mis de travailler sans soucis financiers pendant un temps. Elle a alors créé le tapis «sch-nur-zufall» (une contraction de «die Schnurfarbe ist nur Zufall», «la couleur de la ficelle est due au hasard») en poil de chèvre gris nature et ficelle de couleur recyclée. «C'est la base de ma collection.» Les clients intéressés pouvaient désormais toucher le tapis et s'imaginer le dérouler chez eux. Aujourd'hui encore, elle tisse ce tapis avec enthousiasme. «C'est à chaque fois captivant de découvrir le résultat, car la couleur de la ficelle n'est jamais la même.»

Des couvertures et des foulards à emporter

Depuis des années, la tisserande expose ses produits dans des foires. À cette occasion, rares sont cependant les personnes qui achètent spontanément un tapis cher. Les produits à emporter se vendent mieux: c'est ainsi qu'elle a développé sa série de couvertures en laine polyvalentes et multicolores. Par exemple la «wollok»,



L'atelier de la tisseuse à Bâle (en haut) fait aussi office de bureau et de show-room. Au milieu se dresse son plus grand instrument de travail, un métier à tisser de trois mètres de large, dont le maniement est très physique. Outre les foulards et les couvertures, les tapis (en bas) sont les principaux articles de sa collection.

tissée en sept couleurs et aux franges exubérantes, un «accessoire de mode multifonctionnel, pas une couverture de lit». Ou encore ses gammes d'écharpes colorées, souples et chaudes à la fois.

«Il faut être réaliste», répond Isabel Bürgin lorsqu'on lui demande ce qu'elle gagne. Pour amortir les nids de poule financiers de son atelier de tissage, elle a exercé des jobs accessoires pendant 23 ans. Elle a notamment animé des ateliers et enseigné dans de hautes écoles d'art; en 2005, elle a été nommée à la haute école d'art de Kassel. Ce poste de professeure, qu'elle a occupé pendant trois ans, lui a demandé beaucoup d'efforts. Cela a été son dernier «job accessoire».

«Toucher la matière»

Les différents fils et bordures, la structure, la densité et le design contribuent à la diversité frappante de sa collection de tapis. Et ce, bien que son métier à tisser n'ait que deux cadres. Une contrainte qui l'oblige à être extrêmement créative. Le corps de la tisserande est aussi mis à rude épreuve: son métier à tisser les tapis mesure trois mètres de large! Pour travailler, elle ne s'assied donc pas, mais va et vient inlassablement devant son métier à tisser. Et même si le changement de cadre est assisté

Nouveau livre sur le tissage en Suisse

Le portrait ci-dessus est un extrait abrégé du livre «Alle Fäden in der Hand. Weben in der Schweiz», récemment paru. Les autrices y présentent 13 tisserandes et un tisserand appartenant à trois générations: la plus âgée a plus de 90 ans, et la plus jeune vient d'achever sa formation professionnelle de trois ans en création de tissus. Leurs différentes expériences et manières de travailler montrent le potentiel de cet artisanat ancien. L'ouvrage décrit aussi l'évolution du tissage sur ces 100 dernières années, et notamment les efforts qui ont été entrepris pour préserver cet artisanat, mais aussi pour en faire un métier moderne et attrayant. Actuellement, 650 tisseuses et tisseurs sont affiliés à une association professionnelle en Suisse.



Gerlind Martin, Regula Zähner (éd.):
Alle Fäden in der Hand – Weben in der Schweiz.
204 pages, 145 illustrations, la plupart en couleurs, relié, 21 x 27 cm.
© 2024 Christoph Merian Verlag. CHF 49.– /
EUR 49.– ISBN 978-3-03969-035-0



par un système à air comprimé, tisser des tapis demeure une tâche astreignante. Certains conseillent à Isabel Bürgin de déléguer le tissage de ses produits. Cette idée la fait rire: «C'est hors de question, car le tissage est l'une des plus belles choses qui soient! Travailler avec ses mains, toucher la matière!»

Le peuple refuse l'aménagement des autoroutes

Lors de la votation du 24 novembre 2024, le peuple suisse a rejeté à 52,7 % un crédit de cinq milliards de francs pour l'aménagement des autoroutes. Dans le domaine du droit du bail aussi, le peuple a désavoué deux fois les autorités fédérales.

THEODORA PETER

Non, non et non: la dernière votation de 2024 a été une gifle pour le gouvernement et le Parlement. Les Suisses ont rejeté d'un coup trois des quatre objets proposés par le Palais fédéral: l'aménagement des autoroutes et deux assouplissements du droit du bail contre lesquels l'association des locataires était montée aux barricades. Le peuple n'a donné son feu vert qu'à la réforme de la santé, qui uniformisera le financement des prestations de l'assurance-maladie. La Cinquième Suisse s'est montrée moins critique à l'égard des autorités le 24 novembre: contrairement à la majorité du peuple, les Suisses de l'étranger ont accepté tant le crédit pour les autoroutes que l'une des deux modifications controversées du droit du bail. Ils ont ainsi suivi l'avis du Conseil fédéral et du Parlement dans trois objets sur quatre. Ce qui confirme la tendance selon laquelle la Cinquième Suisse vote de manière plus favorable aux autorités.

Victoire pour l'opposition rose-verte

À l'intérieur du pays, au contraire, la confiance à l'égard des autorités semble quelque peu entamée. Au cours de la première année de sa nouvelle législature, le gouvernement n'a remporté que sept votations sur douze. La gauche (PS) et les syndicats ont triomphé cinq fois, notamment avec leur initiative sur l'introduction d'une 13e rente AVS (Revue 3/2024).

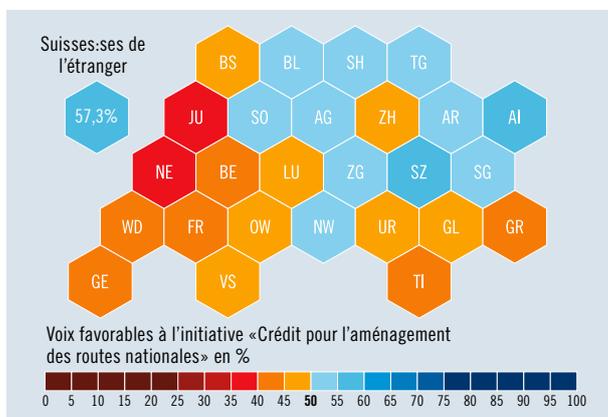
Ces succès de la gauche dans les urnes sont remarquables compte tenu du fait que le Parlement avait clairement glissé à droite lors des élections fédérales de l'automne 2023. Dans ce contexte, le triple non de la dernière votation est un signal clair contre la politique de force des partis bourgeois: l'UDC, le PLR et Le Centre, qui donnent le ton au gouvernement et au Parlement, ont été sévèrement rappelés à l'ordre par le peuple.

Les femmes moins favorables à la voiture que les hommes

Le 24 novembre, outre le PS, les Vert-e-s ont également renoué avec la victoire. La campagne du camp écologiste contre les projets autoroutiers «extrêmes» (Revue 5/2024) a visiblement fait mouche au sein de la population. Un sondage mené après le scrutin montre qu'outre les préoccupations climatiques, la crainte de voir le trafic augmenter avec l'élargissement des routes a joué un rôle. Cet argument, avancé par les opposants, a surtout convaincu les femmes dont pas moins de 60 % ont voté non.

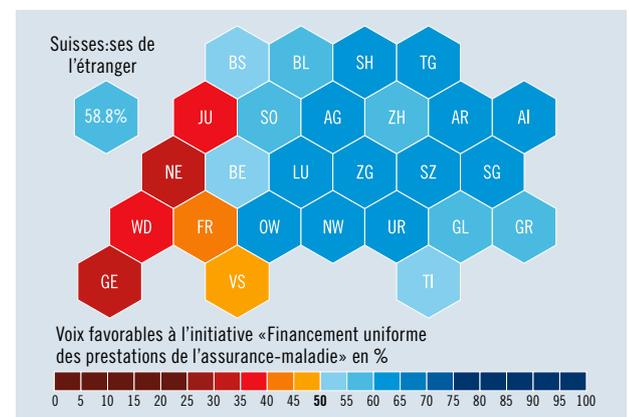
Les hommes, en revanche, se sont montrés plus favorables à la voiture: 56 % d'entre eux ont accepté le crédit qui, selon les partisans du projet, n'était destiné qu'à éliminer les goulets d'étranglement sur quelques tronçons autoroutiers. Pour cette raison, le camp du oui a probablement été trop sûr de lui. Son slogan, «Pour une Suisse qui avance», n'a toutefois pas convaincu la majorité.

Crédit pour l'aménagement des routes nationales



À l'échelle nationale, seuls 47,3 % des citoyens se sont prononcés en faveur des six aménagements prévus des autoroutes. La Cinquième Suisse a quant à elle accepté le crédit à pas moins de 57,3 %, restant dans la minorité à l'instar des citoyens de onze cantons.

Financement uniforme des prestations de l'assurance-maladie



Une majorité de 53,3 % a donné son feu vert au nouveau modèle de financement dans le secteur de la santé. La Cinquième Suisse y a été encore plus favorable. Le résultat a dessiné une «barrière des röstis» nette entre la Suisse romande et le reste du pays.



Michael Hermann, politologue et directeur d'un institut de sondage, interprète le rejet de l'aménagement des autoroutes aussi comme l'expression d'un «mal de la croissance». Nombreux sont les gens qui ont le sentiment que la Suisse croît trop vite: «Ils redoutent une Suisse toujours plus grise et bétonnée», a-t-il expliqué.

Après ce rejet du peuple, il est évident que les projets de construction routière ont du plomb dans l'aile. D'après le ministre des transports Albert Rösti (UDC), il ne sera plus question, par exemple, d'un aménagement complet de l'autoroute A1. Le Conseil fédéral et le Parlement voulaient élargir cet axe très fréquenté entre Lausanne et Genève ainsi qu'entre Berne et Zurich à six voies au moins.

Le peuple unanime pour la réforme de la santé

La Suisse avance, en revanche, dans les réformes du domaine de la santé. Avec 53,3 % de oui, les Suisses ont accepté le financement uniforme des prestations de l'assurance-maladie. La Cinquième Suisse a elle aussi validé la modification de la loi. Celle-ci entraînera un accroisse-

ment des soins ambulatoires et contribuera donc à alléger les coûts. Les autorités tablent sur des économies de près de 440 millions de francs. Dans cette votation, les syndicats n'ont pour une fois pas réussi à se faire entendre. Ils avaient combattu le projet, arguant notamment qu'il pourrait entraîner une baisse de la qualité des soins et des conditions de travail du personnel soignant.

Après le non du peuple, ajouter des pistes à l'autoroute A1 (dont on voit ici le tronçon de Berne Wankdorf) n'est plus à l'ordre du jour.

Photo Keystone

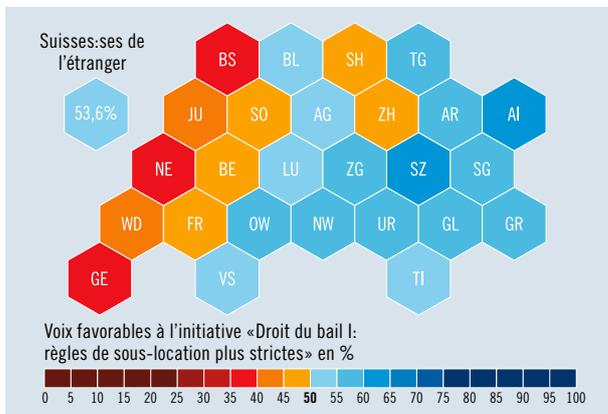
Une leçon pour le lobby des propriétaires

Dans le droit du bail, en revanche, rien ne bouge. Le peuple a rejeté à 51,6 % des règles de sous-location plus sévères – la Cinquième Suisse a donc accepté en vain la modification de la loi. L'objectif du projet était de lutter contre les abus. Les locataires auraient dû obtenir l'accord écrit explicite de leur propriétaire en cas de sous-location. Ils continueront donc d'avoir la simple obligation de l'en informer.

Le rejet d'une résiliation facilitée pour besoin propre a été un peu plus net (53,8 %). Les propriétaires de biens immobiliers devront donc toujours prouver qu'ils ont «urgemment» besoin d'un appartement ou d'une maison pour eux-mêmes ou pour des parents proches s'ils souhaitent résilier un contrat de bail. La Cinquième Suisse a elle aussi refusé d'assouplir cette règle en faveur des propriétaires.

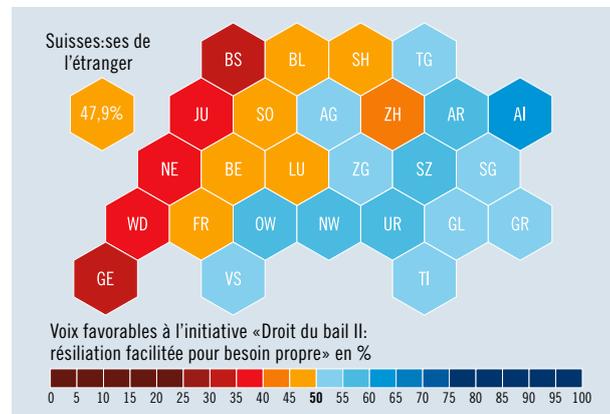
Forte de cette victoire, l'association des locataires se prépare déjà à de nouvelles batailles. Dès le dimanche de la votation, elle a brandi la menace du référendum au cas où le Parlement adopterait d'autres projets de «démantèlement des droits des locataires», par exemple concernant la fixation des loyers. Si cela se produit, le peuple aura une nouvelle fois le dernier mot.

Droit du bail I: règles de sous-location plus strictes



Le durcissement de la loi au détriment des locataires n'a convaincu que 48,4 % des citoyens à l'échelle nationale. La Cinquième Suisse, en revanche, l'a accepté à 53,6 %. La Suisse romande et le canton de Zurich, fortement peuplé, ont tous deux contribué à la victoire du non.

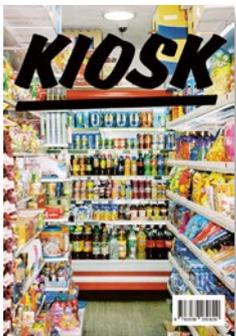
Droit du bail II: résiliation facilitée pour besoin propre



La deuxième modification du droit du bail a été moins bien accueillie encore, avec seulement 46,2 % de oui. La Cinquième Suisse a elle aussi refusé de soutenir cet assouplissement en faveur des propriétaires immobiliers et s'est rangée dans le camp du non.

Enfants, c'est au kiosque que nous investissions notre premier argent de poche, nous approvisionnant en grenouilles au Coca ou en Carambars malgré les rappels à l'ordre de nos parents. Adultes, nous y avons acheté des journaux, des revues, des cigarettes. Nous y avons rempli des bulletins de loto, rêvant d'un jackpot que nous n'avons jamais gagné. Les kiosquiers voyaient tout de suite si nous étions d'humeur à bavarder. Un nouveau livre, «Kiosk – Ein Kaleidoskop», rend un très bel hommage à ces points de vente ordinaires émaillant les quartiers, les gares et les centres commerciaux. La nostalgie affleure, car les kiosques classiques sont en voie de disparition en Suisse. Tabac, sucreries et journaux imprimés sont moins demandés qu'à l'âge d'or des kiosques, au XXe siècle. Le plus grand exploitant de kiosques, Valora, possède encore 800 filiales à l'offre étendue, allant des repas à emporter à la recharge de batteries externes. Mais ce bel ouvrage porte aussi un regard neuf sur le «bon vieux kiosque» à travers les yeux d'étudiants en journalisme culturel – des enfants du numérique –, et éclaire son contexte sous l'angle de l'histoire de la consommation et de l'architecture. Les textes et une centaine d'illustrations parviennent parfaitement à capturer l'atmosphère du kiosque, ce lieu «où les nouvelles du monde s'empilent», et où «les gens pressés et insomniaques commencent leur journée».

SUSANNE WENGER



PLATTFORM KULTURPUBLIZISTIK,
HAUTE ÉCOLE D'ART DE ZÜRICH

«Kiosk – Ein Kaleidoskop»,
Limmat Verlag, 2024.
208 pages, CHF 38
(en allemand)

Vignettes de football, cigarettes,
revues: la kiosquière Dora Meier en
1976 à Niederbipp (SO).



Loterie à numéros et rêve de jackpot:
les jeux de hasard font partie de l'offre
des kiosques et sont très demandés.

Les kiosques: nouveau regard sur ces lieux de souvenirs hauts en couleur

Un bonbon suisse de légende:
la grenouille au Coca-Cola.



L'art d'exposer les marchandises en symétrie, mis en lumière par le livre consacré aux kiosques.

Toutes les photos:
Limmat Verlag



Marques, objets et cultures se superposent dans ces petits commerces.

Un lieu de passage aménagé avec soin: le kiosque.



«Les gens veulent savoir ce qu'il se passe dans leur village»

Économiquement sous pression, les groupes de médias suisses font des coupes dans le journalisme local. Cela devient un problème pour la démocratie. Mais le journal «Unter-Emmentaler», qui a 150 ans, continue de rapporter l'actualité des communes et défie la crise.



SUSANNE WENGER

Lorsqu'on visite le journal «Unter-Emmentaler» à Huttwil (BE), on est guidé à travers l'imprimerie bruyante par une employée de l'entreprise Schürch Druck & Medien AG. Au fond du bâtiment, un escalier de bois raide et tortueux mène à la rédaction et à une petite salle de réunion aux murs de laquelle sont accrochés des portraits de la famille des fondateurs. Une famille à laquelle l'entreprise, qui a vu le jour en 1875, appartient toujours. Lors d'une récente mise au concours d'un poste de rédacteur, l'«Unter-Emmentaler» s'est décrit comme l'«un des derniers journaux locaux indépendants de Suisse».

Cet après-midi de novembre, la plupart des bureaux sont vides, les journalistes étant en route sous la neige. Six membres de la rédaction se partagent un peu plus de cinq équivalents plein temps et rédigent deux numéros par semaine avec l'aide de dix pigistes. Le bassin de diffusion englobe des parties de l'Emmental et de la Haute-Argovie bernoise ainsi que de l'arrière-pays lucernois. Walter Ryser, journaliste local chevronné, connaît la région comme sa poche.

«Un terreau favorable»

Responsable des médias de l'entreprise, Walter Ryser fournit des conseils stratégiques à la direction et signe des articles pour l'«Unter-Emmentaler». Il décrit la région comme «rurale et conservatrice» et déclare: «Ici, les traditions sont préservées et la vie s'écoule paisiblement: c'est un terreau favorable pour le journalisme local.» Mais la ville de Langenthal fait elle aussi désormais partie du bas-

Séance de rédaction à l'«Unter-Emmentaler»: l'équipe se livre à la critique du journal et définit les nouveaux sujets. Au bout de la table: Walter Ryser. Photo DR



Thomas Peter, directeur de la rédaction. Photo DR

«Ici, les traditions sont préservées»: Huttwil, dans le canton de Berne, où l'«Unter-Emmentaler» est produit depuis ses débuts.

Photo Keystone

sin de diffusion. «Entre Langenthal et Huttwil, il y a déjà un monde», explique le collègue de Walter Ryser, Thomas Peter, directeur de la rédaction du journal.

De la diversité sur un petit territoire: c'est typique pour la Suisse. «Pour le journalisme, c'est un travail d'équilibriste», note Thomas Peter. Mais le journal le maîtrise bien. «Nous faisons ce que les grands éditeurs négligent: du vrai journalisme local», souligne Walter Ryser, en évoquant l'évolution de ces 20 dernières années. La Suisse a longtemps possédé un paysage médiatique très ramifié, un pan important de la structure fédérale. Mais depuis l'an 2000, la numérisation détruit le modèle d'affaires des éditeurs de journaux. Les mesures d'économies et les vagues de fusions ont particulièrement touché le journalisme local.

De nombreux titres ont disparu

Au moins 70 titres ont disparu entre 2003 et 2021. Les journaux ont cessé de paraître ou ont été intégrés aux rédactions centralisées de plus grandes entreprises de médias. Notamment la Zurichoise Tamedia, qui possède aussi des titres dans le canton de Berne et en Suisse romande. L'automne dernier, Tamedia a annoncé de nouvelles suppressions d'emplois et de nouveaux regroupements. Son objectif déclaré est de développer la présence numérique de ses plus grands titres. Dans les régions concernées, de Genève à Winterthour, la nouvelle a fait un tollé. La région Emmental-Haute-Argovie fait elle aussi les frais de cette évolution: l'ancien journal indépendant «Langenthaler Tagblatt», qui, depuis quelques années déjà, ne paraît plus que sous la forme d'une édition séparée de la «Bernener Zeitung», a été entièrement absorbé par ce titre du groupe Tamedia.

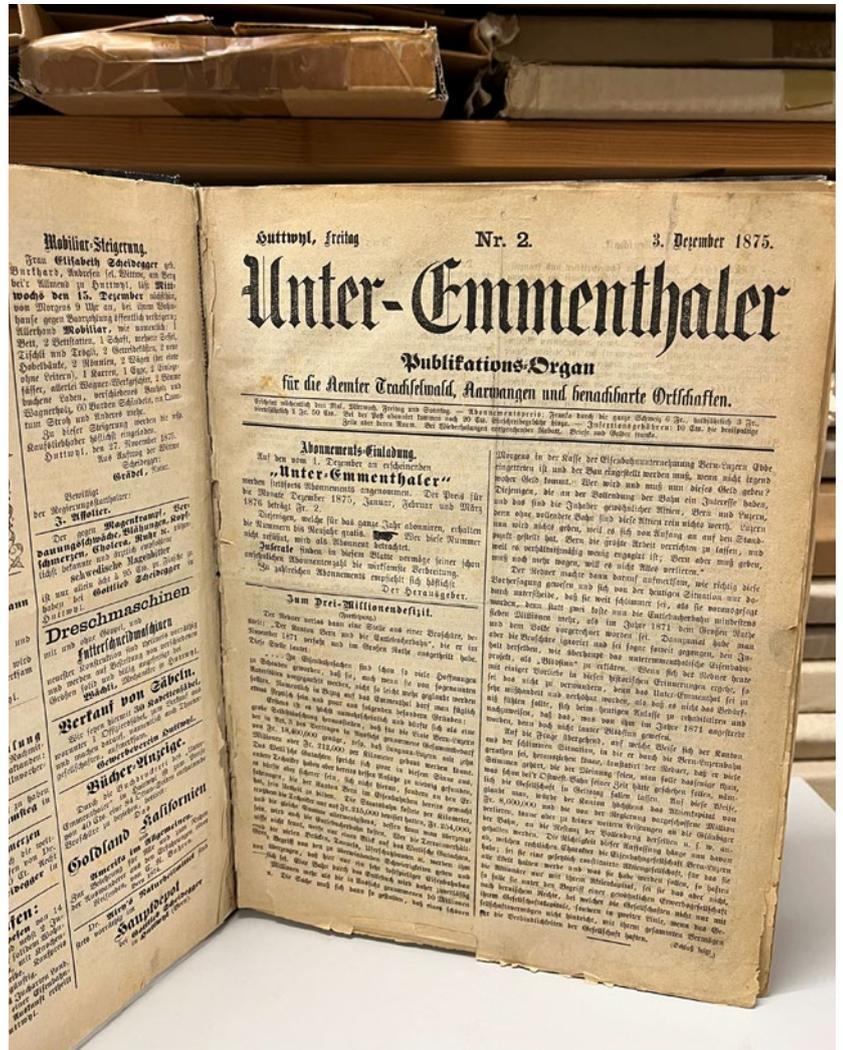


Comment expliquer le succès d'une petite feuille traditionnelle dans un paysage médiatique en crise et en pleine mutation numérique? Spécialiste des médias, le journaliste Nick Lüthi explique que «pour ce type de journaux, le modèle de financement mixte s'appuyant sur les abonnements et les annonces fonctionne encore, alors qu'il s'effrite pour les titres suprarégionaux et nationaux. Cela est dû au fait qu'il n'existe pas d'alternative pour les lecteurs et les annonceurs, et que ces médias offrent toujours un service public que les gens apprécient: «Voilà beau temps que les journaux de Tamedia ont abandonné le travail de fond que l'«Unter-Emmentaler» peut se permettre», dit le spécialiste. De plus, le boucher ou la boutique du village atteignent mieux leur public par une annonce dans le journal que par une campagne sur les réseaux sociaux.

«Un rôle important»

Les responsables politiques regrettent la réduction du traitement de l'actualité locale par Tamedia dans leur région. Ils sont d'autant plus ravis que l'«Unter-Emmentaler» relate ce qu'il se passe dans leurs communes. «Ce journal aborde des sujets, événements ou informations officielles qui n'atteindraient plus la population autrement», explique le président de la ville de Langenthal, Reto Müller. Sa seule critique concerne certaines relations du journal avec des partis politiques locaux et un club de sport. Pour lui, tout lien direct devrait être proscrit.

Pour Hans Peter Baltensperger, qui préside la commune de Wyssachen depuis longtemps, l'«Unter-Emmentaler» joue «un rôle extrêmement important». Sans ce journal, sa petite commune n'apparaîtrait plus dans les médias; or,



souligne-t-il, la politique locale suppose des citoyens informés. Les événements mondiaux sont rapportés par les grands médias, mais «pour l'actualité locale, nous avons besoin du journal local». Par solidarité, son entreprise de transport soutient des clubs de la région au moyen d'annonces publicitaires, ce qui profite aussi au journal.

Chez Schürch Druck & Medien, on est confiants: le modèle d'affaires du journal imprimé fonctionnera encore longtemps. Il devrait être possible de conserver au moins 10 % d'abonnés sur les quelque 45 000 habitants que compte le bassin de diffusion, note Walter Ryser. Les plus jeunes aussi renouent avec les traditions, constate-t-il avant d'ajouter: «Après 150 ans d'existence, l'«Unter-Emmentaler» est un bien culturel local.» Un bien que l'on expédie aussi aux émigrants de la région: le journal de Huttwil a des abonnés dans le monde entier.

«Appel aux abonnements»: les premières éditions du journal, qui paraît depuis 1875, se trouvent dans les archives.

Photo Susanne Wenger

De nouveaux médias en ligne comblent le vide

Dans les régions urbaines surtout, de nouveaux médias en ligne comblent le vide laissé par les grands éditeurs sur le terrain du journalisme local: des portails indépendants comme «hauptstadt.be», «tsüri.ch» et «bajour.ch» luttent pour préserver la diversité médiatique. Ces nouveaux médias bâtissent des communautés qui financent les contenus rédactionnels essentiellement via les abonnements. Toutefois, s'assurer des recettes viables est ardu. En 2022, le peuple suisse a rejeté une loi contenant de nouvelles mesures d'aide, dont les médias en ligne auraient aussi profité. Aucune modification ne sera apportée. Le Parlement national en a décidé ainsi lors de sa session d'hiver 2024. Mais l'aide indirecte à la presse sera probablement augmentée via les taxes postales. Et ce, notamment parce que la presse régionale et locale est importante pour la démocratie. (SWE)

- Berne: www.hauptstadt.be
- Zurich: www.tsüri.ch
- Bâle: www.bajour.ch

La «Revue Suisse», magazine des Suisses-ses de l'étranger, paraît pour la 50^e année cinq fois par an en français, allemand, anglais et espagnol, en 13 éditions régionales, et avec un tirage total de 469 000 exemplaires, dont 299 000 électroniques.

Toute personne immatriculée auprès d'une représentation suisse reçoit gratuitement le magazine. Les personnes non enregistrées auprès d'une représentation suisse en tant que Suisses-ses de l'étranger peuvent s'abonner (prix de l'abonnement annuel: CHF 30.– en Suisse / CHF 50.– à l'étranger).

ÉDITION EN LIGNE
www.revue.ch

DIRECTION EDITORIALE
Marc Lettau, rédacteur en chef (MUL),
Stéphane Herzog (SH), Theodora Peter (TP),
Susanne Wenger (SWE), Amandine Madziel, représentante DFAE (AM)

PAGES D'INFORMATIONS OFFICIELLES DU DFAE
La rubrique «Nouvelles du Palais fédéral» est publiée sous la responsabilité de la Direction Consulaire, Innovation et Partenariats, Effingerstrasse 27, 3003 Berne, Suisse.
kdip@eda.admin.ch | www.eda.admin.ch

GESTION PUBLICITAIRE
Airpage AG, Uster/Zurich,
furrer@airpage.ch | www.airpage.ch

La responsabilité du contenu des annonces et annexes publicitaires incombe aux seuls annonceurs. Ces contenus ne reflètent pas nécessairement l'opinion de la rédaction ni celle de l'organisation éditrice.

ASSISTANTE DE RÉDACTION
Nema Bliggenstorfer (NB)

TRADUCTION
SwissGlobal Language Services AG,
Baden

DESIGN
Joseph Haas, Zurich

IMPRESSION
Vogt-Schild Druck AG, Derendingen

ÉDITRICE
La «Revue Suisse» est éditée par l'Organisation des Suisses de l'Étranger.
Adresse postale de l'édition et de la rédaction: Organisation des Suisses de l'Étranger, Alpenstrasse 26, 3006 Berne.
revue@swisscommunity.org
Tél. +41 31 356 61 10
Coordonnées bancaires:
CH97 0079 0016 1294 4609 8 /KBBECH22

CLÔTURE DE RÉDACTION DE LA PRÉSENTE ÉDITION: 4 décembre 2024

CHANGEMENT D'ADRESSE
Veuillez communiquer tout changement à votre ambassade ou à votre consulat, la rédaction n'ayant pas accès à vos données administratives.



Trinquons à l'argent, à l'or, aux jardins... et aux matelas!

833 500 000 000

Les 300 personnes les plus riches de Suisse sont plus riches que jamais. Elles possèdent désormais 833,5 milliards de francs au total. La liste des plus grandes fortunes, publiée en fin d'année depuis 1988, fascine surtout ceux pour qui la richesse n'est qu'un rêve. En 1988, la fortune cumulée des 300 plus riches n'atteignait que 66 milliards. Source: magazine économique Bilan



88 000 000 000

Le fait que ce soient surtout les riches qui s'enrichissent est lié à ce qu'il advient de l'argent après la mort. Une grande partie des fortunes héritées va en effet dans la poche de ceux qui ont déjà beaucoup. Ce qui accentue l'écart de prospérité. 88 milliards de francs par an: telle est, d'après les derniers relevés, la somme des héritages en Suisse. C'est environ le double du montant total versé par l'AVS.



1 000 000 000

Les Suisses considèrent l'épargne comme une vertu. Mais peut-être devraient-ils aussi être taxés de distraits? D'après la Banque nationale suisse (BNS), 17 millions de billets de banque suisses de la série 6 (1976), d'une valeur totale de près d'un milliard de francs, ont disparu. Ils sont aujourd'hui sans valeur, n'ont jamais été échangés contre de nouveaux billets et sont considérés comme perdus. Coudre de l'argent dans un matelas puis l'oublier... Notez qu'il est encore possible d'échanger les billets de la série 6 auprès de la BNS.
www.revue.link/series6



200 000

Quand le compte d'épargne ne produit plus d'intérêts, l'éclat de l'or attire. Les Suisses voient de plus en plus ce métal précieux comme un placement stable et possèdent actuellement un trésor privé de près de 200 000 kg d'or. Moins de 40 % d'entre eux le conservent dans un coffre à la banque. Beaucoup le gardent chez eux. Et 5 % l'enterrent dans leur jardin. Source: université de Saint-Gall et Philoro Schweiz

7,5

Pour trinquer à ces richesses existantes et oubliées, rien de tel qu'un petit blanc vaudois. Mais il faut tout de même s'attendre à devoir payer une sorte d'intérêt: aujourd'hui, les vigneronns vaudois vendent leur vin en bouteilles de 7,0 dl. Mais l'UE les met sous pression et exige plus de standardisation. Raison pour laquelle les vigneronns pourraient devoir, tôt ou tard, passer aux bouteilles de 7,5 dl.



Bâle-Ville, haut lieu de la solitude en Suisse

À Bâle-Ville, 47 % des logements sont occupés par une seule personne, contre 36 % au niveau national. Le quart de la population vit en solo. Les autorités ont lancé une stratégie d'information et de lutte contre la solitude, un mal tabou qui frappe à la fois les jeunes et les seniors. Reportage.

STÉPHANE HERZOG

En ce matin d'automne, la lumière inonde l'appartement d'Esther Janine Zehntner, 82 ans. Les baies vitrées de ce quatre pièces situé au sixième étage d'un immeuble qui borde le quartier d'Iselin offrent une vue magnifique sur Bâle. «Je vis bien. J'ai toujours vécu seule, sans avoir forcé-ment cherché à l'être», raconte cette ancienne institutrice, qui a passé près de dix ans de sa vie en Afrique pour le compte de l'Association mondiale des femmes chrétiennes (YWCA). «J'ai un cœur noir», raconte-t-elle en narrant son engagement en faveur du développement aux quatre coins de ce continent. Esther marche chaque jour

pour rester en forme. Elle aime se balader le long du Rhin et traverser le zoo de Bâle. Elle compte autour d'elle un cercle d'amis, des personnes avec qui elle se rend volontiers au théâtre, au concert, au musée. Souffre-t-elle parfois de solitude, ce mal qui atteint une partie croissante des Suisses au gré du vieillissement de la population et des divorces? À Bâle, le quart de la population – soit 50'000 personnes – vit seul. 47% des logements sont occupés par une seule personne; 53% des appartements accueillant environ 150'000 habitants comptent donc deux personnes ou plus.

Esther évoque une semaine passée avec des amies du YWCA. Toutes les

participantes avaient montré des photos de leurs petits-enfants et arrière-petits-enfants. «Moi, je n'en ai pas. Est-ce que j'ai raté ma vie? En tout cas, s'il y a un moment où je peux me sentir seule, c'est celui-là», ajoute-t-elle. Tout en se réjouissant du bruit des trois enfants qui s'agitent au-dessus de son appartement. Au bas de son immeuble, un petit bar restaurant, le Huefyse, sert de lieu de rencontre aux solos du quartier. Des hommes et des femmes y sirotent leur bière, avant, parfois, de sortir sur la terrasse pour s'en griller une. À côté, au Ahornträft, un des habitués utilise une des tables de bistrot comme espace de travail. Esther par-

La grande promenade du Rhin à Bâle contraste avec la taille des ménages, très petite en moyenne.

Photo Keystone





Esther Jeanine Zehntner dans son logement bâlois. Elle a toujours vécu seule. Et affirme aujourd'hui sans hésiter: «Je vis bien.»

Photo Stéphane Herzog

tage parfois un repas avec lui. Engagée socialement, elle habite ici depuis six ans, après avoir passé l'essentiel de sa vie dans une maison du quartier d'Iselin, construite par son grand-père en 1902. Elle est restée en contact avec ses anciens voisins.

Un canton qui s'inquiète de l'isolement

À Bâle-Ville, le pourcentage des ménages solos est passé de 21% en 1960 à environ 45% en 1990. Il devrait dépasser 50% d'ici 2050. «On peut mesurer l'isolement social, mais il est difficile de quantifier la solitude», commente Lukas Ott, directeur du Département du développement cantonal et urbain de Bâle-Ville. Ce fonctionnaire a été chargé de la mise en œuvre d'un programme résultant d'un postulat déposé en 2023 au parlement bâlois par le député socialiste Pascal Pfister. Ce plan prévoit un financement de 150'000 francs pour des projets qui seront portés – dès 2025 – par des bénévoles ainsi qu'une stratégie pour lutter contre la solitude. «La ville doit générer de nou-

velles possibilités d'être ensemble», dit-il, rappelant que ce canton-ville concentre beaucoup de seniors, d'hôpitaux et d'établissements médicaux-sociaux.

En 2023, le Canton a écrit un courrier à toutes les personnes âgées vivant seules. La missive donnait deux numéros de téléphone: l'un pour obtenir des informations sur les services de soutien aux seniors et l'autre pour joindre «Mon oreille pour toi», une ligne d'écoute pour les personnes esseulées. La solitude ne concerne

pas seulement les seniors. À Bâle-Ville, un tiers des ménages solos sont composés de personnes âgées de 20 à 40 ans. Dans un monde plus mobile, où la vie se déroule en partie en ligne, les jeunes évoluent dans un univers «où les liens sont plus nombreux, mais souvent plus fragiles», estime Lukas Ott. Qui rappelle que «c'est la qualité et la profondeur de la relation qui est primordiale». L'isolement social est un sujet tabou. «Chez les seniors, ce phénomène est connu. Mais dire qu'on se sent seul quand on est jeune, c'est quelque chose qui est moins bien compris», ajoute le directeur.

La solitude honteuse des baby-boomers

Au téléphone, nous retrouvons Gottfried*. Ce père de deux enfants adultes est séparé de sa femme depuis une dizaine d'années. Issu du monde de la culture, cet homme de soixante ans a dû se réinventer une activité professionnelle après la période du Covid-19, où nombre d'indépendants ont bu la tasse. Il décrit sa solitude sans détours, dans un monde où amis et connaissances ont souvent connu des divorces et où les conditions de vie des baby-boomers se sont compliquées au fil des ans, reléguant parfois à l'aide sociale des personnes dotées d'un haut niveau de formation. «À mon âge, on n'est pas volontiers single», dit-il. Gottfried décrit un monde où ses congénères souhaitent deux choses a priori contraires: ne pas être seul, tout en maintenant son indépendance et également des standards de vie élevés. «Chacun conserve son lieu de solitude. Les gens pensent que la vie va continuer pour tout le temps», juge cet amateur de bonne chère, qui estime par ailleurs que les relations

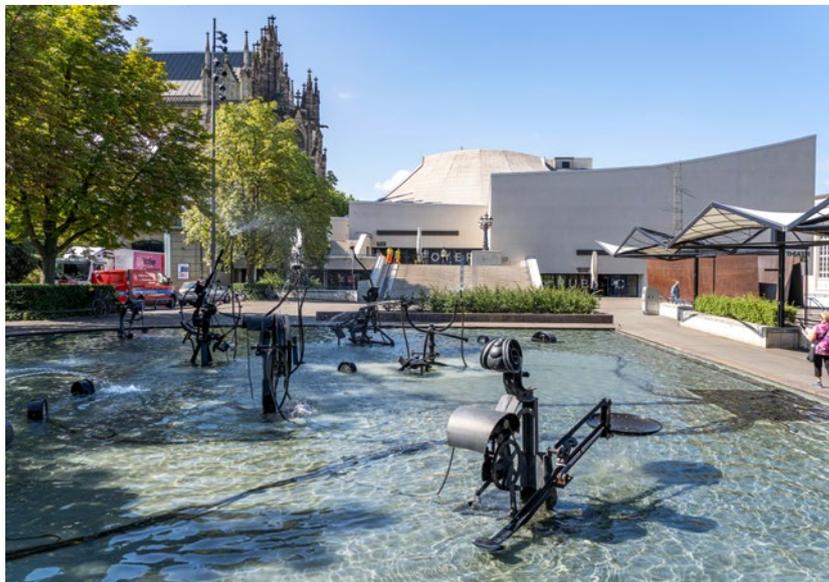


Plus haut, plus grand, plus rapide, plus beau?

À la recherche des records suisses qui sortent de l'ordinaire. **Aujourd'hui: Bâle, la ville qui détient le record des ménages solos**

Un foyer calme, un environnement animé: même la fontaine de Tinguely, sur la place du théâtre de Bâle, bouge et fait du bruit.

Photo Keystone



entre hommes et femmes se sont tendues. «Je ne m'autorise plus à parler à une femme que je ne connais pas, ni même à vraiment la regarder», dit-il. Les lieux propices à la rencontre entre sexagénaires ne sont pas légion, Tinder remplaçant désormais une partie de ces espaces. «Je connais nombre de femmes que je croise sur cette plateforme, mais avec lesquelles je n'aborderai jamais – dans la vie réelle – cette question de la solitude, trop taboue», précise-t-il. En fin de compte, Gottfried juge que sa situation de vie hors couple s'est dégradée. «Vivre à deux permettait entre autres de partager et de discuter des problèmes», résumet-il, tout en rêvant au retour d'une relation amoureuse, à un moment où le corps fatigue et où les parents meurent.

Les femmes seules en premier

À Bâle, environ 75% des personnes au bénéfice d'une aide sociale vivent seules ou dans une institution, indique le Département pour l'économie, le social et l'environnement. On

La solitude ne touche pas que les seniors: à Bâle-Ville, un tiers des ménages solos est formé de personnes ayant entre 20 et 40 ans.

note une hausse du nombre des ménages individuels, même chez les plus jeunes. En outre, Bâle-Ville voit une partie des familles avec enfants quitter la ville pour trouver un univers plus apaisé. «Le Canton promeut des infrastructures et des offres adaptées à ce public», avance Melanie Imhof, porte-parole du Département présidentiel. «Nombre de femmes do-



Puisque beaucoup vivent seuls, les rencontres à l'extérieur, dans l'espace public, sont importantes, comme ici au centre culturel animé de la Kaserne Basel.

Photo Keystone

tées d'un haut niveau de formation décident de retarder le moment d'une vie à deux», détaille le professeur Luca Pattaroni, du Laboratoire de sociologie urbaine de l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL). Le secteur immobilier répond à ce type de demande en créant des espaces de «co-living»: des chambres pour une personne dans des immeubles dotés de services collectifs. «Quand la ville est construite avec des appartements isolés, sans espaces de rencontre, les contacts sont d'autant plus réduits», note Thomas Pfluger, directeur de «connect!», un programme national de lutte contre la solitude. «Il existe une recherche de collectif», pointe Luca Pattaroni,

qui cite l'exemple des coopératives où la vie de l'immeuble est partagée, mais aussi des lieux de cohabitation comme les «clusters», ces appartements qui regroupent des studios équipés autour de pièces communes. «La solitude, qui peut mener à la dépression, est au cœur des inquiétudes concernant la santé mentale», estime le professeur de l'EPFL. Bâle est-elle la capitale de la solitude? «Les Bâlois et les Bâloises se définissent comme un peuple de tradition et de rencontre», répond Thomas Pfluger, qui évoque le succès du Fasnacht (le carnaval) et de la Herbstmesse (la Foire d'automne).

*Prénom connu de la rédaction

Il affirmait que les femmes dirigeaient le monde il y a 2500 ans

Avec son ouvrage intitulé «Le Droit maternel», l'aristocrate bâlois Johann Jakob Bachofen a influencé le débat sur les sexes pendant des décennies.



Johann Jakob
Bachofen
(1815–1887)

CHARLES LINSMAYER

Il a incontestablement fait partie des pointures de la littérature suisse, mais a presque sombré dans l'oubli désormais: Johann Jakob Bachofen, auteur de l'ouvrage «Le Droit maternel. Recherche sur la gynécocratie de l'Antiquité dans sa nature religieuse et juridique». Certes, la thèse affirmant que l'homme n'a pas toujours eu la haute main sur l'État et la famille, mais qu'il s'est émancipé de la domination de la femme il y a environ 2500 ans, est devenue indéfendable depuis longtemps. Et pourtant, ce traité paru en 1861, dans lequel Bachofen a cherché à documenter la période de la domination féminine à l'aide de textes antiques et de symboles funéraires, a eu un impact étonnamment long.

Infraction contre le droit maternel

Dans son livre, qui fait du mariage une infraction contre un précepte religieux inscrit dans le droit maternel, l'auteur déclare: «Ce n'est pas pour s'étioler dans les bras d'un seul que la femme est dotée par la nature de tous les charmes dont elle dispose.» Ainsi, l'auteur ôte à la famille patriarcale monogame l'aura de la seule institution possible voulue par Dieu et fournit des arguments à l'émancipation féminine. Mais il explore également de nouvelles et plus vastes possibilités d'interpréter le passé.

Par ailleurs, le «Droit maternel», qui ressemble parfois à une célébration exaltée et sensible de la femme, confine aussi étroitement celle-ci à son rôle de mère. Ce qui, aujourd'hui, déclencherait probablement tout sauf l'enthousiasme des personnes directement concernées. Et même chez Bachofen lui-même, cette interprétation était moins rationnelle qu'émotionnelle, et probablement motivée par sa biographie.

Né le 22 décembre 1815 au sein d'une des familles bâloises les plus

fortunées, ce professeur de droit, juge et chercheur indépendant quelque peu excentrique, extraordinairement cultivé et travailleur acharné a en effet été plus longtemps qu'un autre sous l'influence déterminante de sa mère Valeria, une personnalité forte et dominante, issue de la lignée des

«La vie des abeilles nous montre la gynécocratie dans sa forme la plus claire et la plus pure. Chaque ruche a une reine, qui est la mère de toute la colonie. À ses côtés se tient une majorité de bourdons mâles. Ceux-ci ne sont destinés qu'à la fécondation. Ils ne travaillent pas et c'est la raison pour laquelle, une fois qu'ils ont accompli ce pour quoi ils existent, ils sont mis à mort par les abeilles ouvrières femelles. Ainsi, tous les membres de la ruche sont issus d'une seule mère, mais d'une multitude de pères, auxquels aucun amour ni aucun attachement ne les relie. En fécondant la mère, les pères ont accompli leur mission et sont donc voués à disparaître.»

Extrait de J. J. Bachofen: «Le Droit maternel»

Merian. Une constellation qui n'a pas changé quand le cinquantenaire, en 1865, a épousé Elisabeth Burckhardt, une jeune femme de 19 ans, et fondé avec elle un foyer qu'il dirigeait, comme il le disait lui-même, «selon des principes impérialistes».

Le «Droit maternel» de Bachofen, dédié «à la mémoire de [s]a mère, Madame Valeria Bachofen-Merian», a connu un destin mouvementé. Ignoré ou moqué comme un tour de passe-passe par les contemporains de l'écrivain, il a acquis une renommée mondiale vers 1920, grâce à Ludwig Klages et à Carl Albrecht Bernoulli, jusqu'à ce que l'ethnologie démontre que ses thèses fondamentales étaient erronées.

Bachofen a relativisé sa propre œuvre

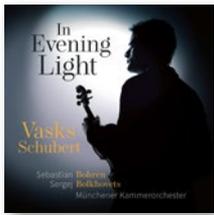
Toutefois, l'édition des œuvres de Bachofen entre 1943 et 1967 a mis à jour une information sensationnelle: dix ans après avoir achevé «Le Droit maternel», son auteur, se plongeant dans toutes les études ethnologiques disponibles à l'époque, avait commencé à réévaluer lui-même ses découvertes et à les relativiser! Mais le silence de plomb auquel son travail s'est heurté dans sa cité natale et dans les cercles scientifiques l'a poussé à se résigner définitivement après la publication de deux ouvrages modestement intitulés «Antiquarische Briefe» [Lettres antiques]. À son décès à l'âge de 72 ans, le 25 novembre 1887, une seule nécrologie scientifique a paru, en russe, dans une revue d'exilés parisienne...

BIBLIOGRAPHIE: «LE DROIT MATERNEL», DE JAKOB BACHOFEN, A PARU EN FRANÇAIS AUX ÉDITIONS L'ÂGE D'HOMME (TRADUCTION: ÉTIENNE BARILIER), ÉPUISÉ.

CHARLES LINSMAYER EST SPÉCIALISTE EN LITTÉRATURE ET JOURNALISTE À ZÜRICH

Le violoniste qui fait briller une petite ville d'Argovie

Sebastian Bohren, violoniste et directeur de festival, soulève les passions dans le monde et dans son coin de pays. À Brugg, il dirige une série de concerts ainsi qu'un festival de musique classique et pense que l'heure est venue de doter le canton d'Argovie d'une salle de concert.



BOHREN/ORCHESTRE DE CHAMBRE DE MUNICH: «In Evening Light» Vasks und Schubert, Avie 2024.

En matière de culture, l'Argovie est le canton le plus sous-estimé de Suisse. Les amateurs de musique classique, par exemple, font face à une offre si pléthorique qu'il faudra bientôt se demander si les responsables politiques ne devraient pas agir pour donner un cap aux différentes institutions d'Olsberg, Boswil, Muri, Wettingen ou encore Seon. D'autant plus que le violoniste Sebastian Bohren vient justement de créer un nouveau haut lieu de la musique à Brugg.

La renommée du violoniste Sebastian Bohren dépasse depuis longtemps les frontières du pays et son dernier disque, «In Evening Light», a reçu un excellent accueil critique. Cet enregistrement est consacré à deux œuvres du Letton Peteris Vasks (1946). Dans le deuxième concerto pour violon, qui n'avait jamais été enregistré auparavant, le musicien déploie des sons d'une nostalgie étincelante, tantôt véhéments, tantôt méditatifs et rêveurs.

À la sortie du disque, la revue de violon «Strad» n'a pas tari d'éloges sur Sebastian Bohren: «Il cisèle avec soin de longues lignes mélodiques et son ton, bien que lucide, s'autorise aussi la mélancolie et l'incertitude. Il ne manque pas de vigueur non plus, notamment dans les trois cadences qui sont truffées de doubles et de triples cordes.»

Non seulement Sebastian Bohren a de grands rêves, mais il est en passe de les réaliser: il vise les sommets. Une ambition magnifique, et peu commune en Suisse. Et le fait est qu'il est devenu le meilleur violoniste, et le plus présent ces dernières années. Sa série de concerts et son festival constituent des étapes dans son irrésistible ascension.

Aux inquiets qui lui demandent combien de festivals classiques l'Argovie peut supporter, l'homme répond sur un ton hardi, décontracté et sec: «Les meilleurs survivront. La concurrence stimule le secteur et tire la qualité vers le haut.» Il admire les concerts Seetal Classics, que le violoncelliste de l'orchestre de la Tonhalle de Zurich Benjamin Nyffenegger a ressuscités au prix d'un immense travail, sans pour autant les redouter. «Numa Bischof, administrateur de l'orchestre symphonique de Lucerne, a dit un jour que la disparition de certains festivals avait aussi du bon, car cela en faisait apparaître de nouveaux. Tout ne doit pas être éternel.»

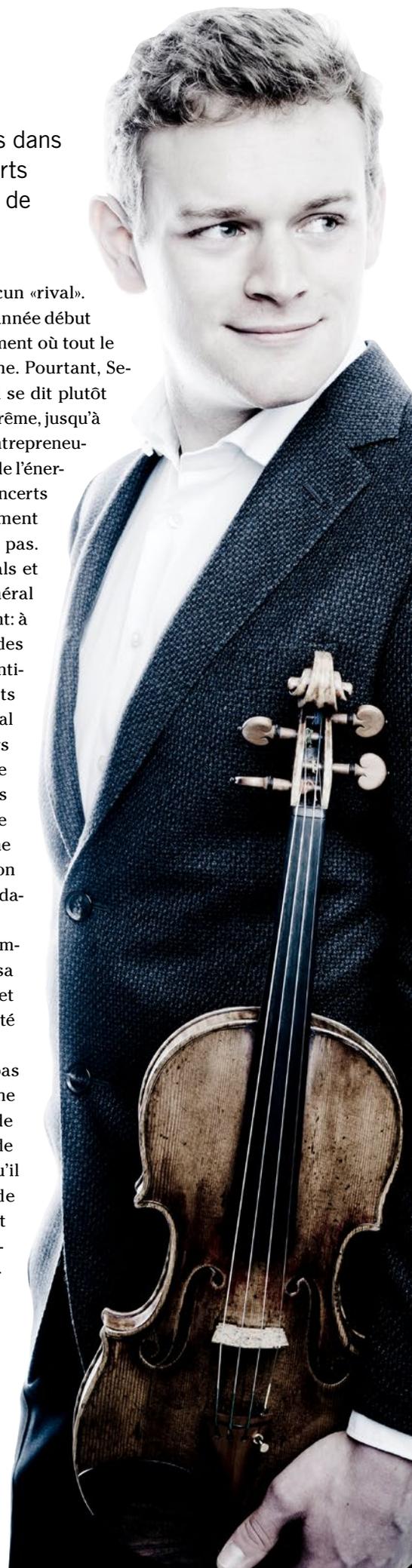
Sebastian Bohren ne craint aucun «rival». Son festival commence chaque année début septembre, précisément au moment où tout le pays afflue au festival de Lucerne. Pourtant, Sebastian Bohren n'est pas fou, il se dit plutôt «audacieux»: «Un engagement extrême, jusqu'à la pointe des orteils, et un flair entrepreneurial m'animent, qui me donnent de l'énergie.» Et le fait que la saison des concerts et de l'opéra ne débute réellement que début octobre ne l'inquiète pas. «L'expérience des autres festivals et du secteur des concerts en général ne m'intéresse que moyennement: à Brugg, nous travaillons depuis des années pour que le public s'identifie le plus possible à nos concerts et aux musiciens. L'effet collatéral est que nos auditeurs réguliers viennent désormais de tout le canton et de plus loin. Je crois qu'un auditoire substantiel ne peut croître qu'à très long terme et que la régularité, l'instauration d'une tradition, joue un rôle fondamental.»

La date convient. Point. Elle empêche tout au plus le violoniste, sa femme et leur fils de deux ans et demi de passer des vacances d'été détendues.

Sebastian Bohren ne craint pas non plus de mettre le doigt sur une lacune argovienne: une salle de concert moderne. Sans parler de dysfonctionnement, il pense qu'il serait réaliste et possible de construire une salle de concert classique dotée d'une acoustique exceptionnelle et d'une in-

Sûr de lui et doté d'une audace peu commune en Suisse, il bouscule la scène du classique: le violoniste Sebastian Bohren, initiateur du festival de Brugg.

Photo Marco Borggreve, Utrecht



Franchir les frontières

frastructure adéquate à Brugg. C'est du Sebastian Bohren tout craché, qui ne se contente pas d'aller chercher des subventions. «L'engagement du secteur public et des investisseurs privés doit être équilibré et les tâches, bien réparties», déclare-t-il.

Sebastian Bohren est persuadé que les grands projets ne se réalisent pas tout seuls, mais qu'ils dépendent exclusivement de la force de persuasion et de la persévérance de quelques-uns: «Il faut être prêt à faire face à de puissantes oppositions pendant des années.» Le violoniste marque un temps d'hésitation, mais très vite ses yeux se mettent à briller et il ajoute: «Nous devons imaginer à quoi ressemblera le canton d'Argovie dans 50 ans. Pour moi, il y a un énorme potentiel.»

À Brugg, on a compris ce qu'il y avait à gagner avec cet artiste. Le 1er août, Sebastian Bohren a même prononcé le discours de la fête nationale. Aussi n'est-on pas surpris du fait qu'il veuille continuer de faire briller sa petite ville, et consolider sa position sur la carte culturelle du pays. Autrement dit, l'entrepreneur Sebastian Bohren continuera d'essayer de faire bouger les choses avec la plus grande efficacité possible. Mais il a aussi besoin de l'argent du canton. Et à cette idée, une marque d'inquiétude se dessine sur le front du violoniste.

Sebastian Bohren a démontré qu'il est capable de faire bouger les gens. Et son but est de faire un jour du festival de Brugg l'un des plus importants de Suisse. Ces notes-là, on ne les entend pas souvent dans la bouche des Suisses, mais elles font du bien à la culture locale et nationale.

CHRISTIAN BERZINS

En 2025, le festival de Brugg aura lieu début septembre. Le programme paraîtra ultérieurement.
CD: In Evening Light: Bohren/orchestre de chambre de Munich, Vasks et Schubert, Avie 2024.

www.sebastianbohren.ch
www.strettaconcerts.com



THOMAS STRÄSSLE:
«Fluchtnovelle»
Suhrkamp, Berlin 2024.
124 pages. CHF 26.90

L'astuce est bluffante. Au lieu de braver l'interdiction de fuir la RDA, une jeune femme s'échapperait de manière tout à fait légale, à l'aéroport de Prague, un passeport à la main. Tel est le plan échafaudé par le jeune homme de la nouvelle «Fluchtnovelle» de Thomas Strässle. Un livre dans lequel l'auteur raconte la folle histoire de ses parents. Ceux-ci se rencontrent à Erfurt en 1965 et tombent amoureux l'un de l'autre. Mais la RDA n'a aucune compréhension pour ce genre de relation. Le couple se met donc à envisager la fuite. En cas d'échec, c'est surtout la jeune femme qui aurait beaucoup à perdre. Mais l'homme, un Suisse, a une idée qu'il transforme en plan concret. Avec une précision stratégique, il prépare chaque étape de l'évasion et, avec une patience d'ange, falsifie passeport et tampon. Toutefois, le jour du départ, un changement inattendu se produit: la couleur du tampon officiel passe du vert au rouge. La fuite camouflée risque d'échouer, et seule une trouvaille spontanée sauve l'entreprise. L'amour franchit les frontières, même celui de deux amoureux qui ne se connaissent pas vraiment.

Dans les années 1970 déjà, l'écrivain Hermann Burger s'était emparé de ce sujet. Il avait dialogué avec les deux fugitifs et enregistré la conversation sur une cassette en vue d'écrire «Fluchtliebe», un texte qui n'a finalement jamais vu le jour. Thomas Strässle a retrouvé cet enregistrement lorsqu'il a pris connaissance de l'histoire et s'est mis à faire ses propres recherches.

Son livre n'est pas une nouvelle à proprement parler. Le titre évoque aussi la nouvelle loi qui sépare l'action des deux amants. Thomas Strässle cite régulièrement des textes juridiques de la Suisse (sur la falsification de passeports) et de la RDA (sur la fuite hors de la République). Il explore la matière familiale avec une multitude de moyens formels, alternant les passages documentaires et les scènes de dialogue entre «lui» et «elle». Une visite des lieux où l'histoire s'est déroulée complète l'évocation littéraire.

Le suspense de «Fluchtnovelle» réside moins dans le fait de savoir si l'astuce réussira (la naissance du fils du couple en Suisse prouve que cela a visiblement été le cas) que de quelle manière elle fonctionnera. Ainsi, ce petit livre replace l'expérience familiale dans un contexte politique plus vaste et rappelle une époque pendant laquelle l'Europe était douloureusement divisée.

BEAT MAZENAUER

Une arnaque aux signatures choque la Suisse

On présume que des milliers de signatures ont été falsifiées pour faire aboutir des initiatives populaires. La justice a lancé une enquête contre des entreprises de collecte. Ce scandale ébranle la confiance du peuple dans la démocratie directe, et donne de l'élan à la collecte électronique.

EVELINE RUTZ

Les proportions sont ahurissantes. Il ne s'agit pas de quelques signatures falsifiées, mais de la manipulation présumée de listes entières de signatures. Et d'initiatives populaires qui n'ont visiblement abouti que grâce à des pratiques commerciales illégales. Et donc de votations qui n'auraient jamais dû avoir lieu. On soupçonne une falsification de signatures «à grande échelle», écrivait le «Tages-Anzeiger» en septembre 2024. En clouant au pilori les entreprises qui collectent des signatures à titre commercial. Ces collecteurs professionnels interviennent surtout lorsque des projets d'initiative populaire menacent d'échouer, c'est-à-dire lorsque les comités ont du mal à rassembler en peu de temps les 50 000 ou 100 000 signatures nécessaires.

Début 2023, par exemple, les auteurs de l'initiative pour un service citoyen, soit l'instauration d'une obligation de servir pour tous, ont fait appel à un tel collecteur professionnel. Ils ont engagé Incop, un prestataire lausannois. Sa mission était de rassembler 10 000 signatures en un mois, et sa rétribution s'élevait à 4,50 francs par signature. Le comité a toutefois été déçu: une grande partie des signatures s'est avérée invalide. Selon les communes, entre 35 et 90 % des signatures ont dû être éliminées. Normalement, le taux de signatures invalides s'élève à environ 10 %.

Manipulation à grande échelle

«Au début, nous pensions qu'un seul collecteur avait triché», a déclaré au «Tages-Anzeiger» Noémie Roten, coprésidente de l'initiative. Cependant, au fil du temps, certains indices ont commencé à mettre en évidence une fraude systématique. Souvent, les noms et les adresses étaient corrects



– on pouvait les trouver sur des boîtes aux lettres –, mais les dates de naissance ne correspondaient pas. Certaines personnes étaient inscrites jusqu'à cinq fois sur des listes, avec des écritures manuscrites différentes. En juin 2023, le comité a donc porté plainte auprès du Ministère public de la Confédération. Désormais, on sait qu'il ne s'agissait pas là d'un cas isolé: «Des signatures ont été inventées, falsifiées ou copiées à grande échelle pour une multitude d'autres initiatives et référendums.»

Ces dernières années, la collecte de signatures est apparemment devenue une activité lucrative. Avant la



Récolter des signatures dans la rue pour une initiative populaire est un travail de forçat. Ici, des militantes de l'initiative Fair Food – rejetée par le peuple en 2018 – dans les rues de Lausanne.

Photo Keystone

Noémie Roten fait partie des personnes à avoir mis les choses en branle. En 2023, son comité a porté plainte pour soupçon de fraude.

Photo Keystone

pandémie, les prix étaient situés entre 1,50 et 2,50 francs. Aujourd'hui, une signature peut rapporter jusqu'à 7,50 francs. Les personnes engagées pour leur récolte n'en touchent toutefois qu'une petite partie.

C'est en 2019 que les autorités ont pour la première fois pris connaissance de potentiels cas de fraude. Le phénomène a d'abord émergé en Suisse romande, où plusieurs prestataires sont actifs. Le canton de Vaud s'est donc associé à d'autres cantons romands pour s'adresser à la Chancellerie fédérale (CF). En 2021, Neuchâtel a décidé d'interdire la collecte professionnelle. Après la pandémie, de plus en plus d'irrégularités ont été annoncées à la CF, y compris en provenance de Suisse alémanique.

La fraude aux signatures affecte des instruments centraux de la participation politique. Les réactions sont donc virulentes. Il est question de «tremblement de terre politico-démocratique» et de «perte de confiance massive». «L'ampleur de la fraude est

effrayante», note Daniel Graf, de la Fondation pour la démocratie directe. Certes, des soupçons de manipulation par des entreprises commerciales existent depuis plusieurs années déjà. «Mais je pensais qu'il s'agissait de cas isolés, qui étaient



Daniel Graf, de la Fondation pour la démocratie directe, parle de «tremblement de terre politico-démocratique».

Photo Keystone

poursuivis pénalement si nécessaire.» Force est de constater, poursuit-il, que les administrations cantonales et la CF n'ont pas réussi à lutter contre les abus de manière précoce et efficace.

Aucun résultat n'a été faussé

Les entreprises commerciales incriminées sont accusées de fraude électorale, une infraction grave, pouvant être sanctionnée par une amende ou une peine de prison de trois ans. Il faut souligner que dans les cas présents, les résultats n'ont pas été faussés. Il est possible que des initiatives populaires aient illégitimement abouti en votation. Cependant, c'est toujours le peuple qui a eu le dernier mot. «Aucun objet n'a été adopté sans que les Suisses le veuillent», note le politologue Michael Hermann. Aucun bulletin de vote ou électoral n'a été manipulé, et aucun résultat n'a donc été faussé: «Une telle tromperie serait bien plus grave.»

Le système en vigueur favorise les abus, déclare Rahel Estermann, secrétaire générale des Vert-e-s suisses.

Les deux manières d'imposer une votation populaire

En Suisse, il y a deux moyens d'imposer une votation à l'échelle du pays: l'initiative populaire ou le référendum. La première permet d'introduire une nouvelle idée dans la Constitution. Pour ce faire, il faut rassembler 100 000 signatures valables de personnes autorisées à voter en 18 mois. Si tel est le cas, une votation populaire a lieu. Le référendum permet quant à lui de corriger ou d'abroger une décision du Parlement. Il débouche lui aussi sur une votation populaire. Pour ce faire, il est nécessaire de rassembler 50 000 signatures en 100 jours. (ERU)

«Lorsqu'on est rémunéré au nombre de signatures, l'incitation à la falsification est importante.» Relever des noms sur des boîtes aux lettres permet de gagner beaucoup d'argent en peu de temps. «C'est un problème, mais on pourrait par exemple le résoudre au moyen d'un salaire horaire.» À présent, souligne-t-elle, ce sont les collecteurs bénévoles qui font les frais des écarts de conduite portés à la connaissance du public. Et qui se heurtent désormais à une défiance croissante dans la rue. «Quand on récoltait entre 20 et 30 signatures auparavant, on en récolte encore 10 à 15 aujourd'hui.» Daniel Graf confirme cette observation. «De nombreux passants se demandent s'ils ont donné leur signature à une citoyenne engagée ou à un collecteur rémunéré, et ce qu'il adviendra de leurs données.» À défaut de moyens d'action légaux pour lutter efficacement contre les abus, il plaide pour une interdiction du commerce de signatures. «Nous ne

devrions pas oublier ce qui fait la force de notre démocratie directe: l'engagement volontaire».

L'autorégulation plutôt que des lois

Jusqu'ici, les responsables politiques n'ont rien voulu savoir d'une interdiction. La Chancellerie fédérale veut désormais agir. Elle entend renforcer le monitoring et le contrôle, mise sur l'autorégulation et a lancé un dialogue permanent avec toutes les parties concernées. L'objectif est d'élaborer un code de conduite jusqu'au printemps 2025. Le Parlement, quant à lui, débattrait de l'introduction de directives plus strictes pour les prestataires commerciaux et d'une interdiction et obligation de transparence pour les comités.

Des membres du Parlement de la gauche à la droite de l'échiquier politique proposent par ailleurs de lancer un essai pilote de collecte électronique. On utiliserait pour ce faire l'infrastructure de confiance de l'e-ID, qui sera disponible à des fins de test dès 2025. Numérisée, la collecte de signatures gagnerait substantiellement en sécurité, avancent les partisans du projet. «On pourrait mieux vérifier les informations», relève Amelle Ako, du mouvement citoyen Campax. Les listes ne devraient plus être envoyées par la poste puis soumises à un contrôle fastidieux. Tout le processus serait simplifié. Le Conseil fédéral s'est penché sur les opportunités et les risques de l'e-collecte. Il veut autoriser des essais pratiques limités et a commandé un projet préliminaire à cet effet. Le scandale de la fraude aux signatures joue en faveur des promoteurs d'une solution purement numérique. «La collecte électronique est à même de rétablir la confiance dans l'exercice des droits politiques», affirme Amelle Ako.

De bons ambassadeurs devenus des parasites?

Ces derniers mois, les Suisses de l'étranger ont fait face à un désintérêt, voire à des critiques acerbes. La Suisse est-elle moins bien disposée à leur égard? Y a-t-il du désamour dans l'air? La «Revue Suisse» a interrogé à ce sujet des responsables politiques que la Cinquième Suisse intéresse tout particulièrement.

DENISE LACHAT

L'ordre du jour n'était pas vraiment festif en cette période de l'Avent. «Réduction des prestations pour les Suisses de l'étranger»: tel était le sujet de la réunion de décembre de l'intergroupe parlementaire «Suisses de l'étranger». Au lieu des froufrous du papier cadeau, c'est à janvier que l'on pensait, avec ses caisses vides et ses régimes minceur. Oui, le Conseil fédéral veut progressivement dégraisser le budget (voir p. 9) et, ce faisant, il ne ménage pas la «Cinquième Suisse». Le montant de près de 19 millions de francs alloué chaque année à l'offre d'information de la SSR pour l'étranger? Biffé. Cette mesure concerne le site web italoophone tvsvizzera.it, la collaboration avec les chaînes de télévision internationales TV5MONDE et 3sat, et surtout la plate-forme Internet en dix langues swissinfo.ch, financée pour moitié par la SSR et pour moitié par la Confédération. Sans subvention fédérale, cette plate-forme n'a presque aucune chance de survie.

Le plan d'épargne du Conseil fédéral touche également les subventions pour les relations avec les Suisses de l'étranger et le montant alloué à l'association «education-suisse», le centre de coordination des écoles suisses à l'étranger; jusqu'ici, la Confédération finançait près d'un tiers de leurs dépenses. Après une première baisse des

subventions pour 2025, l'Organisation des Suisses de l'étranger (OSE) doit elle aussi s'attendre à de nouvelles coupes substantielles dans les allocations étatiques.

Signaux d'alarme

Dans ce contexte, l'OSE s'est immédiatement opposée à ces plans d'épargne par un courrier envoyé au Conseil fédéral. Cependant, la réduction des prestations va bien au-delà du paquet d'économies. Dans les faits, les messages négatifs adressés aux Suisses de l'étranger se multiplient. La conseillère nationale Elisabeth Schneider-Schneiter (BL, Le Centre) n'est pas la seule à avoir perçu des signaux d'alarme ces derniers mois. L'état d'esprit de la Suisse vis-à-vis de ses citoyens de l'étranger s'est dégradé, «et même beaucoup», déclare la politicienne expérimentée. De plus en plus souvent, elle entend des déclarations comme: «C'est bien de leur faute s'ils sont partis à l'étranger». D'après Elisabeth Schneider-Schneiter, la position des cantons dans lesquels la Cinquième Suisse ne peut pas participer à l'élection des conseillers aux États va dans le même sens, et toute volonté de changer cet état de fait est absente. Les expatriés n'ont qu'à revenir en Suisse, lui a-t-on par exemple répondu. La conseillère nationale se dit aussi

La «Cinquième Suisse» fait-elle l'objet d'un désamour? C'est la question que se sont posée Elisabeth Schneider-Schneiter (Le Centre), Laurent Wehrli (PLR), Nicolas Walder (Les Vert-e-s), Alex Farinelli (PLR), Katja Christ (PVL) et le conseiller aux États PS Carlo Sommaruga (de g. à dr.), entre autres, lors d'un débat animé au Palais fédéral à Berne en décembre.

Photo Danielle Liniger



«vraiment estomaquée» par le rejet de son postulat pour une meilleure couverture d'assurance-maladie. Pour elle, il s'agit là d'un mauvais signe: «Car je suis certaine qu'à l'arrivée, on économiserait même de l'argent.»

Les exemples susmentionnés reflètent un désintérêt face aux préoccupations des Suisses de l'étranger, que la conseillère nationale saint-galloise Barbara Gysi (PS) constate aussi au sein de la population: «Globalement, je dirais que le peuple ne pense pas tellement à la Cinquième Suisse».

«Des citoyens gratuits»

Ce désintérêt est désagréable pour les personnes concernées. Mais l'accusation de parasitisme est plus grave: lors de la campagne de votation sur la 13e rente AVS (voir «Revue» 3/2024), la «Neue Zürcher Zeitung» a parlé de «citoyens gratuits», qui aimeraient bien toucher plus de rentes, mais qui, contrairement aux Suisses vivant en Suisse, ne cofinancent pas ces dépenses supplémentaires. Et le journal de se demander, dans la foulée, s'il est bien normal que les citoyens suisses conservent leur droit de vote indépendamment de la longueur de leur séjour à l'étranger.

Nos concitoyens expatriés, que l'on aime d'ordinaire à décrire comme les bons ambassadeurs de la Suisse à l'étranger, sont-ils donc devenus des profiteurs d'un jour à l'autre? Le conseiller national PLR Laurent Wehrli (VD) est heurté par ces reproches. Lui aussi perçoit un sentiment négatif croissant vis-à-vis des Suisses de l'étranger. Tout comme le conseiller national Vert Nicolas Walder (GE), pour qui ces propos sont «choquants et dénigrants»: «Comme si l'argent versé en faveur des Suisses de l'étranger était de l'argent perdu!» Il regrette que l'UDC propage une vision très nationaliste de la citoyenneté. Car dès lors, les personnes qui vivent un certain temps à l'étranger sont perçues négativement.

«Les Suisses de l'étranger sont des Suisses»

Le conseiller national UDC Jean-Luc Addor (VS) s'inscrit en faux, du moins à titre personnel, contre cette idée. Il souligne que «les Suisses de l'étranger ne sont ni de mauvais Suisses, ni des demi-Suisses. Ce sont des Suisses.» Contrairement à ses collègues du Parlement, il ne constate aucun changement d'attitude global vis-à-vis de la Cinquième Suisse. Mais il prévient qu'il ne faut pas trop tirer sur la corde qui relie les Suisses de l'intérieur et ceux de l'étranger. Ce que font, d'après lui, les projets d'économie de la Confédération concernant Swissinfo. Une position intéressante pour quelqu'un qui fait partie du comité «200 francs, ça suffit», dont l'initiative veut réduire massivement les subventions de l'État à la SSR. Jean-Luc Addor explique qu'il veut que la SSR se limite à son mandat de base. Le mandat pour l'étranger fait partie de ce dernier: «Par conséquent, il ne faut pas toucher à Swissinfo.»

Les personnes interrogées sont unanimes sur un point: l'image de profiteurs a été attisée par les reportages des médias qui montrent de riches retraités suisses se dorant au soleil au bord de piscines dans le Sud. Barbara Gysi: «On imagine souvent que les Suisses de l'étranger, avec les moyens dont ils disposent, ont un meilleur niveau de vie à l'étranger qu'en Suisse. Hélas, on oublie souvent que nombreux sont les retraités qui partent s'installer à l'étranger par manque de moyens, et qu'ils ont payé des charges sociales en Suisse pendant toute leur vie professionnelle.»

À ses yeux, les interventions concernant les assurances sociales sont particulièrement choquantes. C'est le cas, dit-elle, de la suppression des rentes pour enfants demandée par le Conseil national. Dans ce débat-là aussi, l'argument du parasitisme a été avancé. Près d'un tiers des rentes pour enfants sont versées à l'étranger, a-t-on entendu au Parlement, et le «Tages-Anzeiger» a souligné que ces rentes sont très souvent demandées en Thaïlande, aux Philippines et en République dominicaine. En omettant de

Approfondissement et débat

Vous trouverez les déclarations complètes des six responsables politiques interrogés sur l'état d'esprit du monde politique à l'égard de la Cinquième Suisse sur www.revue.link/debat5. Les lecteurs peuvent y commenter le débat.

dire que cela concerne peu de pères en chiffres absolus et que les rentes versées en Suisse dépassent de loin celles de l'étranger.

Elisabeth Schneider-Schneiter secoue la tête: «S'il devient de moins en moins intéressant de s'expatrier, les entreprises suisses à l'étranger ne trouveront bientôt plus de main-d'œuvre suisse». Les représentants économiques devraient s'intéresser à ce sujet, comme elle le souligne à chaque occasion à l'étranger.

Le politicien PLR d'Appenzell Rhodes-Extérieures Andrea Caroni a quant à lui depuis toujours une position critique et a notamment déposé plusieurs interpellations concernant le droit de vote à vie. Il ne trouve «pas normal que des personnes qui n'ont jamais vécu en Suisse ou qui n'ont pas l'intention de revenir s'y établir aient le droit de vote et d'éligibilité alors qu'un étranger bien intégré en Suisse n'a pas son mot à dire sur des sujets qui le concernent directement», déclarait-il à Swissinfo en 2019 déjà. Andrea Caroni ne souhaite pas s'exprimer sur les questions politiques actuelles, rappelant une tradition ancrée dans la politique suisse: cette année, il préside le Conseil des États – or, les présidents des Chambres doivent mettre provisoirement en sourdine leurs convictions politiques.

Le Contrôle fédéral des finances au service de l'efficacité et de la transparence depuis 1877

Le Contrôle fédéral des finances est l'organe suprême de la Suisse en matière de surveillance financière. Œuvrant en toute indépendance, sa mission est claire: veiller à la transparence et à une utilisation responsable des recettes fiscales. Et cela concerne aussi les Suisses de l'étranger.

En tant qu'organe suprême de la Suisse en matière de surveillance financière, le Contrôle fédéral des finances (CDF) examine en toute autonomie la gestion des recettes fiscales par la Confédération. Il vérifie si les fonds publics sont utilisés adéquatement et efficacement. Pour ce faire, il doit détecter précocement les problèmes et les risques. Dans ses rapports, il donne des recommandations pour améliorer l'efficacité et la performance. Presque tous les rapports qu'il adresse au Parlement et au Conseil fédéral sont accessibles au public, ce qui permet aussi aux contribuables de savoir comment leur argent est utilisé. Cette publicité contribue à renforcer la confiance de la population dans les institutions d'État.

Le CDF compte actuellement plus de 130 employés et son budget s'élève à près de 34 millions de francs.

Nouvelles tâches, valeurs anciennes

Depuis sa création en 1877, les tâches du CDF se sont multipliées. Mais il est resté fidèle à ses valeurs. En 2011, par exemple, il est devenu un centre de contact pour les lanceurs d'alerte. Depuis lors, les employés de la Confédération et les particuliers peuvent annoncer anonymement au CDF tout soupçon d'irrégularités, de corruption ou d'autres activités illégales, et ce dernier se charge de les examiner.



La qualité des prestations en ligne du DFAE figure parmi les sujets examinés par le CDF en 2022.

Photo Adobe Stock

Depuis 2022, le CDF est également responsable de la mise en œuvre des nouvelles règles de transparence concernant le financement de la vie politique. Les partis et les acteurs politiques doivent déclarer leurs moyens financiers au CDF. Le CDF examine et publie ces informations afin d'accroître

Depuis sa création en 1877, les tâches du CDF se sont multipliées. Mais celui-ci est resté fidèle à ses valeurs.

l'intégrité du financement de la vie politique et de renforcer la confiance dans les processus politiques.

Chaque année, le CDF effectue plus de 150 audits dans une multitude de secteurs. La plupart de ces audits vont bien au-delà du simple examen de données financières. Voici une sélection des contrôles effectués par le CDF, qui pourraient intéresser tout particulièrement les Suisses vivant à l'étranger.

Créer des ponts numériques vers la Suisse

Un réseau à l'étranger qui fonctionne bien est capital pour apporter de l'aide aux Suisses vivant ou voyageant à l'étranger en cas d'urgence. En 2022, le CDF a examiné les services consulaires des représentations suisses à l'étranger. Les résultats de cette évaluation ont montré que le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) est parvenu à améliorer la qualité de ses services durant ces dernières années.

Cependant, les services consulaires ont été mis à rude épreuve par le grand nombre de demandes directes. Le guichet en ligne du DFAE, qui a été conçu pour simplifier la communication entre les ressortissants

suisses vivant à l'étranger et les représentations suisses, a été peu utilisé en raison de son manque de convivialité. Les dossiers des Suisses de l'étranger sont encore conservés sur papier.

Dans ce contexte, le CDF a recommandé d'intensifier les efforts en matière de transformation numérique. Le DFAE a réagi en étendant et en étoffant ses services en ligne. Il est prévu que la numérisation complète des dossiers des Suisses de l'étranger soit achevée d'ici la fin de 2025. Le CDF examinera ensuite quelles améliorations ont effectivement été mises en œuvre.

Le processus de versement des rentes à l'étranger est-il correct?

Actuellement, la Centrale de compensation (CdC) verse chaque année près d'un million de rentes de vieillesse et d'invalidité à l'étranger, pour un montant total de 7,8 milliards de francs. En 2021, le CDF a examiné l'efficacité des mesures de contrôle de la CdC pour s'assurer que les rentes sont versées exclusivement aux personnes qui y ont droit. À l'étranger, naturellement, les contrôles contre la fraude aux assurances ne sont pas effectués de manière identique. De nom-

Les marges des banques ne doivent pas réduire les rentes.

breux retraités qui vivent à l'étranger envoient encore en Suisse, par exemple, un «certificat annuel d'existence en vie» certifié sur papier.

L'audit du CDF a montré que les contrôles de la CdC atteignent leur objectif, mais que les instruments devraient être modernisés. En 2020, la CdC a pu récupérer des rentes indûment versées à hauteur d'environ 74 mil-



Les audits portent sur des sujets qui sont importants pour les Suisses de l'étranger. Photo Adobe Stock

lions de francs. Le CDF a toutefois identifié des potentiels d'amélioration. Il a recommandé à la CdC de rendre les contrôles plus efficaces et de mieux exploiter les données. Il a également indiqué que les outils numériques devraient être davantage utilisés pour mieux détecter les inexactitudes. En outre, les retraités suisses ne devraient pas avoir à enregistrer leurs données de manière redondante dans différents systèmes.

La CdC a renégocié les accords avec les banques qui effectuent le versement des rentes à l'étranger. Les nouveaux accords sont entrés en vigueur le 1er janvier 2025. Le CDF avait également noté que les banques exigeaient des marges trop importantes, ce qui réduisait les rentes versées.

Les frontières aériennes extérieures de Schengen sont-elles pilotées de manière globale?

Depuis l'accord de Schengen entre la Suisse et l'UE, les contrôles aux frontières ont fondamentalement changé: auparavant systé-

matiques, ils ont cédé la place à davantage de mobilité. Cela constitue un avantage pour de nombreux voyageurs et pour un demi-million de Suisses de l'étranger en Europe. En même temps, pour lutter efficacement contre des risques mondiaux comme la criminalité organisée, le terrorisme et la migration illégale, l'UE et la Suisse ont mis en place des contrôles plus intensifs aux frontières extérieures de l'espace Schengen.

En 2024, le CDF a passé à la loupe la stratégie de contrôle des frontières extérieures de l'espace Schengen dans les aéroports suisses. Son bilan: la structure fédérale du pays, avec huit autorités de contrôle sur les plans fédéral et cantonal, complique la gestion uniforme des frontières extérieures, personne n'ayant la compétence de piloter stratégiquement l'ensemble du système, pas même le Secrétariat d'État aux migrations. Ce qui explique la lenteur de la mise en œuvre d'importantes mesures d'amélioration avec toutes les instances concernées. Le CDF a demandé aux autorités responsables davantage d'engagement et un

contrôle systématique des mesures. Ultérieurement, il réexaminera si ses recommandations ont été mises en œuvre.

Des idées pour une administration fédérale moderne

L'efficacité des contrôles, la transparence et l'aptitude au changement sont des piliers essentiels au bon fonctionnement de l'État. Le CDF veut contribuer à une bonne gestion de l'administration et à la modernisation de l'administration fédérale en identifiant les points faibles, en proposant des améliorations et en accompagnant leur mise en œuvre par des recommandations.

DR. ROGER PFIFFNER, EXPERT EN AUDITS,
AUDITS DE PERFORMANCE, CDF

Vous trouverez les rapports d'audits mentionnés dans cet article sur le site web du CDF: ils portent les numéros 19404 (représentations suisses à l'étranger), 20419 (rentes versées à l'étranger) et 23231 (gestion intégrée des frontières): www.efk.admin.ch

La Suisse en poche

SwissInTouch.ch
L'application pour la communauté des Suisses de l'étranger



swissintouch.ch



Votations fédérales

Le Conseil fédéral décide des objets au moins quatre mois à l'avance.

Lors de sa séance du 9 octobre 2024, le Conseil fédéral a décidé de soumettre les objets suivants à la votation populaire du 9 février 2025.

- Initiative populaire du 21 février 2023 « Pour une économie responsable respectant les limites planétaires (initiative pour la responsabilité environnementale) (FF 2024 2488)

Vous trouverez toutes les informations sur les objets soumis au vote (brochure explicative, recommandations du Parlement et du Conseil fédéral, etc.) sur www.admin.ch/votations ou dans l'application VoteInfo.



Initiatives populaires

L'initiative populaire suivante a été lancée (délai de récolte des signatures entre parenthèses):

- Initiative populaire fédérale «Pour une place financière suisse durable et tournée vers l'avenir (initiative sur la place financière)» (26 mai 2026)

La liste des initiatives populaires en suspens est disponible sur www.bk.admin.ch > Droits politiques > Initiatives populaires > Initiatives en suspens



Information

Annoncez **vos adresse(s) e-mail et numéro(s) de téléphone portable** et/ou leur changement à votre représentation suisse, et inscrivez-vous via le guichet en ligne (sur le site internet du DFAE www.eda.admin.ch ou via www.swissabroad.ch) afin de choisir votre mode de livraison pour la «Revue Suisse» ou d'autres publications. En cas de problème lors de l'inscription, veuillez contacter votre représentation.

L'édition actuelle de la «Revue Suisse» et les numéros précédents sont consultables sur www.revue.ch/fr, où ils peuvent être imprimés.

La «Revue Suisse» (en Italie: «Gazzetta Svizzera») est distribuée gratuitement, par voie électronique (e-mail et application iOS et Android) ou sur papier, à tous les Suisses de l'étranger inscrits auprès d'une ambassade ou d'un consulat général.

Dernière ligne droite avant l'élection du Conseil des Suisses de l'étranger

Vous souhaitez participer à l'élection du Conseil des Suisses de l'étranger au moyen du vote électronique? Dans ce cas, assurez-vous sans tarder que votre ambassade ou consulat possède bien votre adresse e-mail actuelle.

L'élection du «Parlement de la Cinquième Suisse», le Conseil des Suisses de l'étranger, aura lieu entre le 11 avril et le 11 mai 2025. 13 régions participent au projet pilote «Élections directes», ce qui signifie que les Suisses vivant dans ces régions peuvent élire directement leurs délégués par un vote électronique.

Le projet pilote «Élections directes» est mis en œuvre dans les circonscriptions et pays suivants: Australie, Allemagne, Péninsule Ibérique (circonscription englobant l'Espagne et le Portugal), Japon, Mexique, Pays-Bas, Pérou, Singapour, Turquie, États-Unis, Royaume-Uni ainsi que la circonscription d'Asie centrale, de l'Ouest et du Sud (qui comprend l'Afghanistan, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, le Bahreïn, le Bangladesh, le Bhoutan, la Géorgie, l'Inde, l'Iran, l'Irak, la Jordanie, le Kazakhstan, le Koweït, le Liban, les Maldives, le Népal, Oman, le Pakistan, le Territoire palestinien occupé, le Qatar, l'Arabie Saoudite, le Sri Lanka, la Syrie, le Tadjikistan, le Turkménistan, l'Ouzbékistan et le Yémen).

Les citoyens suisses qui veulent participer à l'élection et qui vivent dans l'un des pays susmentionnés doivent s'assurer d'être inscrits auprès de la représentation suisse dont ils dépendent (ambassade ou consulat). Ils doivent aussi s'assurer que celle-ci possède bien leur adresse e-mail actuelle.

Ils peuvent le faire via le guichet en ligne du DFAE ou en écrivant un e-mail à la représentation suisse concernée. Les personnes qui

n'ont transmis qu'une adresse e-mail pour l'ensemble du ménage peuvent encore modifier cela. Car il faut savoir qu'un seul vote est possible par adresse e-mail. Il sera possible de voter entre le 11 avril et le 11 mai 2025. Les instructions nécessaires pour ce faire seront envoyées par e-mail aux électeurs enregistrés.

Enfin, les personnes qui veulent se porter candidates à cette élection doivent contacter sans tarder le coordinateur électoral de leur circonscription.

Site web officiel des élections: www.swisscommunity.org/fr/elections

ANDREAS FELLER,
MEMBRE DU GROUPE DE TRAVAIL «ÉLECTIONS DIRECTES»

Précision concernant la «Palestine»

Dans l'édition 5/2024 nous avons indiqué que les Suisses vivant en «Palestine» pouvaient participer à l'essai d'e-voting. Cela a surpris et irrité certains lecteurs de la «Revue», parce que le terme «Palestine» ne désigne pas un territoire géographique précis et que la Suisse ne reconnaît pas l'existence de l'État palestinien. Ainsi, cette formulation était irréfléchie, imprécise et problématique. La rédaction s'en excuse. Elle n'avait pas l'intention de faire une déclaration politique, mais uniquement d'indiquer les droits électoraux du petit nombre de Suisses vivant dans le «Territoire palestinien occupé», selon la formule officielle du DFAE, et qui comprend la Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est, et la bande de Gaza.

(MUL)

La Cinquième Suisse se réunira à Berne en août 2025

Le congrès des Suisses de l'étranger évolue pour mieux répondre aux besoins de la Cinquième Suisse: dès 2025, le format de cette rencontre sera repensé pour se focaliser encore davantage sur les préoccupations des Suisses de l'étranger.

En 2024, l'Organisation des Suisses de l'étranger (OSE) a célébré son 100^e congrès, marquant un tournant historique. Dès 2025, le format de cette rencontre sera repensé. Ainsi, tous les quatre ans, le Congrès des Suisses de l'étranger se tiendra en milieu de législature dans son format traditionnel, permettant un bilan et une réflexion approfondie sur les enjeux de la diaspora.

Formule flexible

Durant les années intermédiaires, une formule flexible et innovante, les «SwissCommunity Days», prendra le relais. Ces événements s'ajusteront selon les priorités: transmission de mandats en cas de renouvellement de législature ou séances ordinaires pour approfondir des thématiques actuelles. Sous une forme allégée et ouverte à

toute personne intéressée, ces événements offriront un espace d'échange et de collaboration à travers des ateliers, des moments de réseautage et des visites.

Que ce soit pour le congrès ou pour les «SwissCommunity Days», ces rencontres auront toujours lieu la troisième semaine d'août, ce qui permet de réserver ce rendez-vous incontournable dans le calendrier annuel.

Lancement symbolique à Berne

Les 22 et 23 août 2025, le coup d'envoi sera donné à Berne, marquant le début d'une nouvelle législature pour le Conseil des Suisses de l'étranger (CSE). Ce rendez-vous combinera la séance officielle du CSE et des ateliers thématiques, tout en favorisant les échanges entre les membres de

la diaspora, les autorités fédérales et les élus.

Par cette transformation, l'OSE réaffirme son rôle central dans la représentation des Suisses de l'étranger, en tissant des liens entre tradition et innovation, au service d'une communauté dynamique et connectée.

MAYA ROBERT-NICOUD, SWISSCOMMUNITY

Informations complémentaires: www.revue.link/congres



Organisation des Suisses de l'étranger
Alpenstrasse 26, 3006 Berne, Suisse
Téléphone +41 31 356 61 17
communication@swisscommunity.org
www.swisscommunity.org



Camps de vacances pour enfants: les inscriptions sont ouvertes!

Dépêchez-vous, car les inscriptions aux camps de vacances d'été de la FESE sont ouvertes depuis déjà quelques semaines.

Chaque camp de vacances se déroule dans un cadre typiquement suisse, offrant de multiples possibilités de jeux et sports. Les participants effectuent aussi de nombreuses excursions, visitent des villes, font des randonnées, vont à la piscine – et bien d'autres choses encore. Les journées sont variées et adaptées à l'âge des enfants.

Durant les Swisstrips, les participants changent presque tous les jours de localité. Ils se déplacent à pied, en bateau ou en transports publics. Comme les camps Swisstrip se sont très vite remplis ces dernières années, un Swisstrip supplémentaire est prévu en 2025 pour mieux répondre à la demande.

Les camps de vacances d'hiver de la FESE sont terminés, mais nous préparons déjà les prochains. Les participants aux camps de Valbella, de la vallée de Melch et de la Lenk de cette année sont rentrés chez eux la tête pleine de beaux souvenirs. D'ailleurs, ceux qui souhaitent consolider leurs nouvelles amitiés et développer leurs compétences en ski et en snowboard feraient bien d'inscrire la date du 15 mars 2025 en gras dans leurs agendas. C'est en effet ce jour-là que s'ouvriront les inscriptions pour la saison d'hiver 2025/2026!

Vous trouverez toutes les informations complémentaires et accédez aux inscriptions sur notre site web www.sjas.ch/camps-de-vacances.

ISABELLE STEBLER, FESE

Camp	Date	Âge des participants
Adelboden (BE)	Du 21 juin au 4 juillet 2025	10 – 14
Swisstrip 1	Du 25 juin au 4 juillet 2025	12 – 14
Dieni (GR)	Du 5 juillet au 18 juillet 2025	12 – 14
Bellevue (VD)	Du 9 juillet au 18 juillet 2025	8 – 12
Swisstrip 2	Du 9 juillet au 18 juillet 2025	12 – 14
Uster (ZH)	Du 19 juillet au 2 août 2025	12 – 14
Bellevue (VD)	Du 19 juillet au 2 août 2025	8 – 12
Swisstrip 3	Du 23 juillet au 2 août 2025	12 – 14
Vallée de Fiesch (VS)	Du 2 juillet au 15 août 2025	10 – 14
Swisstrip 4	Du 6 juillet au 15 août 2025	12 – 14
Camp de vacances d'hiver	Du 27 décembre 2025 au 4 janvier 2026	10 – 14
Juskila – Lenk (BE)	Du 2 janvier 2026 au 8 janvier 2026	13 – 14

Stiftung für junge Auslandschweizer
Fondation pour les enfants suisses à l'étranger
The foundation for young swiss abroad
Fondazione per i giovani svizzeri all'estero

Fondation pour les enfants suisses à l'étranger (FESE)
Téléphone +41 31 356 61 16
info@sjas.ch / www.sjas.ch



Une question aussi pour les jeunes Suisses de l'étranger: apprentissage, haute école spécialisée ou université?

La formation professionnelle suisse ainsi que les hautes écoles universitaires suisses jouissent d'une très bonne réputation à l'étranger. Et les jeunes Suisses de l'étranger peuvent également suivre une formation en Suisse. C'est le moment de postuler pour commencer un apprentissage professionnel en été ou une filière universitaire en automne.

> Apprentissage

Après l'école obligatoire, ou parfois après le gymnase, deux tiers des jeunes en Suisse choisissent un apprentissage professionnel. Il est possible de suivre un apprentissage de trois ou quatre ans dans environ 250 professions. Les apprentis travaillent normalement trois à quatre jours dans une entreprise privée ou publique et fréquentent une école professionnelle un à deux jours par semaine. Pendant la formation, les apprentis reçoivent un petit salaire qui ne couvre tou-



L'apprentissage axé sur la pratique est populaire en Suisse. Sur la photo, un jeune employé du groupe Esec à Cham (ZG). Photo mad

tefois pas les frais de subsistance. Pour les Suisses de l'étranger, il est possible de demander une bourse d'études en fonction du revenu et de la fortune des parents. Après avoir terminé un apprentissage avec une maturité professionnelle, la voie est ouverte pour entreprendre des études universitaires dans une haute école spécialisée.

Mais pour trouver une place d'apprentissage, il faut faire preuve de beaucoup d'initiative ! Les jeunes doivent postuler activement. Il faut ainsi constituer un dossier de candidature, comme pour une recherche d'emploi. De nombreux contrats d'apprentissage sont conclus en ce moment. Pour les personnes intéressées, il est donc grand temps de postuler ! De nombreuses informations et places d'apprentissage disponibles se trouvent sur le site officiel www.orientation.ch.

> Université et Haute École Spécialisée

Qui souhaite commencer des études en Suisse en septembre doit en général s'inscrire avant fin avril ou fin mars. Pour les études de médecine, le délai d'inscription est fixé à la mi-février. Les hautes écoles spécialisées peuvent avoir des délais d'inscription différents.

Les universités et les hautes écoles spécialisées universitaires proposent des cursus de bachelor de trois ans et des cursus de master consécutifs. Les conditions d'admission aux études de bachelor varient selon le pays d'origine du diplôme de fin d'études gymnasiales. Les conditions d'admission peuvent être consultées sur www.revue.link/universites.

Une très bonne connaissance de la langue d'enseignement est également une condition préalable. Les études à l'université sont plutôt axées sur la science et la recherche, tandis que les études dans une haute école spécialisée sont très orientées vers la pratique et la mise en application. Les écoles polytechniques fédérales de Zurich (ETHZ) et de Lausanne (EPFL) se concentrent sur l'ingénierie, les mathématiques et les sciences naturelles. Si les parents des étudiants ne peuvent pas assumer entièrement les frais pendant les études, il existe des bourses cantonales.

RUTH VON GUNTEN

educationsuisse offre aux jeunes Suissesses et Suisses de l'étranger des conseils autour de la thématique «formation en Suisse».



educationsuisse
Formation en Suisse
Alpenstrasse 26, 3006 Berne, Suisse
+41 31 356 61 04, info@educationsuisse.ch,
educationsuisse.ch



Une année d'offres et d'événements avec le Service des jeunes

En 2025, le Service des jeunes de l'Organisation des Suisses de l'étranger (OSE) met tout en œuvre pour proposer des expériences enrichissantes en Suisse et des opportunités d'apprendre directement chez soi.

Les camps d'été offrent aux jeunes âgés de 15 à 18 ans l'occasion de se rapprocher de leurs racines suisses tout en vivant des moments inoubliables:

- 5 juillet - 18 juillet 2025:
«Swiss Challenge», dans toute la Suisse
- 19 juillet - 2 août 2025:
Camp de sport et de loisirs à Sainte-Croix (VD)
- 2 août - 15 août 2025:
Camp de sport et de loisirs à Sainte-Croix (VD)

Outre les camps de vacances, des webinaires sur les thèmes des votations fédérales sont proposés tout au long de l'année 2025. Ces webinaires s'adressent spécialement - mais pas exclusivement - aux jeunes Suisses de l'étranger:

- 14 janvier 2025: Votations du 9 février 2025
- 23 avril 2025: Votations du 18 mai 2025
- 2 septembre 2025:
Votations du 28 septembre 2025
- 4 novembre 2025:
Votations du 30 novembre 2025

Vous trouverez de plus amples informations sur les offres du Service des jeunes sur le site www.swisscommunity.org. Lien direct vers les offres pour les jeunes: www.revue.link/camps

Le Service des jeunes se tient à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

MARIE BLOCH, SERVICE DES JEUNES DE L'OSE

Service des jeunes
de l'Organisation des Suisses de l'étranger,
Alpenstrasse 26,
3006 Berne, Suisse,
Téléphone +41 31 356 61 24
youth@swisscommunity.org
www.swisscommunity.org



Débat: le nouveau débat sur l'atome «électrise» aussi la Cinquième Suisse

Le Conseil fédéral prépare le terrain en vue de nouvelles centrales nucléaires, «Revue Suisse» 6/2024



URS ALEX SCHUMACHER, PHILIPPINES

Comment les caméléons du Conseil fédéral peuvent-ils faire fi des votations populaires?! C'est une tendance très dangereuse, à laquelle le Parlement doit absolument mettre un terme. En Suisse, c'est toujours le peuple qui décide, c'est-à-dire la majorité des votants.

MARC PETITPIERRE, CHARLES TOWN, ÉTATS-UNIS

Substituer la radioactivité aux émissions de combustibles fossiles est ridicule. Les matériaux radioactifs sont, du début à la fin, les plus dangereux, inefficaces et coûteux pour produire de l'énergie. N'oubliez pas qu'on a aussi vanté les mérites de la fission...

JEAN-MARIE BOSSY, CHARDONNAY, FRANCE

L'utilisation de l'énergie atomique pour créer de l'électricité est non seulement juste, mais judicieuse et sûre. Sûre? Oui, pourvu que l'on soit conséquent et que l'on construise des centrales en suivant des normes de sécurité en adéquation avec les risques, et non en économisant sur la construction pour accéder rapidement aux gains.

PETER SCHWERZMANN, PATTAYA, THAÏLANDE

Les centrales nucléaires ne sont pas assurables, et pourtant on les exploite. En cas d'accident grave, les dommages ne sont pas couverts. L'exploitant engrange le bénéfice,

et le reste, comme le stockage définitif des déchets nucléaires, est supporté par les générations futures. Les centrales nucléaires ne sont économiquement intéressantes que parce qu'une grande part des coûts est prise en charge par les contribuables. On ignore les coûts et les problèmes liés au stockage auxquels devront faire face les générations futures. Le recours à l'énergie nucléaire mobilise beaucoup de fonds, dont on aurait urgemment besoin pour développer les énergies renouvelables.

C. THALHAMMER, ÉTATS-UNIS

En Suisse, on apprend aux enfants qu'il ne faut pas laisser traîner ses déchets, mais il n'existe toujours pas d'endroit pour entreposer les déchets nucléaires. Je travaille dans la science de l'environnement et la situation (et non le paradigme) est simple: il n'y a pas d'ailleurs et nous n'avons qu'une Terre! Ne souillons pas l'habitat des générations futures simplement pour créer davantage d'armes ou remplir davantage de poches. Nous avons bien d'autres choses à faire pour réparer les dégâts causés par les combustibles fossiles.

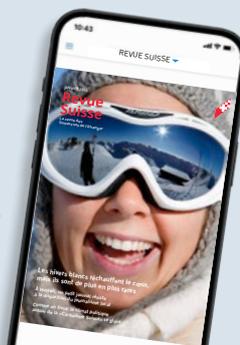
RETO DERUNGS, RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

Actuellement, il n'y a aucune raison de renoncer à l'énergie atomique. Elle est même essentielle pour atteindre les objectifs climatiques. Ainsi, lors de la conférence sur le climat à Dubaï, par exemple, l'émissaire américain pour le climat John Kerry a indiqué qu'il faudrait tripler la puissance nucléaire pour atteindre les objectifs climatiques.

Vous trouverez d'autres avis sur le sujet dans notre édition en ligne, www.revue.ch/fr

N'attendez plus, lisez!

Vous n'en pouvez plus d'attendre la version papier de la «Revue Suisse»? Téléchargez le magazine sur votre **tablette ou smartphone**. L'application pour ce faire est gratuite et sans publicité. Vous la trouverez en recherchant «Swiss Review» dans votre magasin d'applications.



N'attendez plus, lisez !

Vous n'en pouvez plus d'attendre la version papier de la «Revue Suisse»? Téléchargez le magazine sur votre **tablette** ou **smartphone**. L'application pour ce faire est gratuite et sans publicité. Vous la trouverez en recherchant «Swiss Review» dans votre magasin d'applications.

